

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPOBILITÉS ALIMENTAIRES EN ÉRYTHRÉE

27 novembre 2003

Faits saillants

- En raison de la sécheresse prolongée de 2002, on n'a pratiquement rien récolté en Érythrée. Le secteur de l'élevage a aussi été très touché. En 2003, la production végétale a été gravement compromise par l'irrégularité des précipitations qui ont commencé tard et se sont terminées tôt. Bien que les quantités de pluies *kremti* (juin-septembre 2003) aient été à peu près moyennes dans la plupart des régions du pays, il y a eu une alternance de longues vagues de sécheresse et d'averses torrentielles.
- La production céréalière de 2003 est, d'après les estimations, de l'ordre de 106 000 tonnes, soit près du double de la production extrêmement faible de l'an dernier (54 530 tonnes). Elle ne représente cependant que 57 pour cent de la moyenne des 11 dernières années et 51 pour cent des prévisions faites en août 2003 (207 000 tonnes).
- La mission a noté que les précipitations *kremti* ont été suffisantes pour constituer de bonnes réserves de fourrage et d'eau pour le bétail dans la plupart des régions, mais que ces réserves seront épuisées dans trois ou quatre mois, en moyenne, dans de nombreuses régions.
- L'aide au secteur de l'élevage, principal soutien de l'économie rurale et des revenus des ménages, doit être prioritaire. Elle comprend la lutte contre les maladies du bétail, en particulier la péripneumonie contagieuse bovine qui s'est déclarée en 2002 et qui pourrait décimer le cheptel du pays.
- Les besoins estimatifs d'importations céréalières pour 2004 s'établissent à 478 000 tonnes, dont 30 000 tonnes pourraient faire l'objet d'importations commerciales.
- Avec 31 000 tonnes d'aide alimentaire céréalière dans le pays ou dans la filière en vue de leur distribution en 2004, le déficit à combler – pour lequel une aide internationale sera nécessaire – est estimé à 417 000 tonnes.
- Dans l'immédiat, il importe de porter secours à quelque 1,4 million de personnes parmi les plus vulnérables qui auront besoin de 219 651 tonnes d'aide alimentaire (céréales, légumineuses et huile) en 2004. Jusqu'à présent, les projets d'aide prévus par le PAM pour 2004 ne représentent qu'un peu moins de 200 000 tonnes.
- Une aide en semences à apporter en temps voulu sera aussi nécessaire en 2004 pour permettre le maximum de semis de cultures différentes.
- Pour accroître sensiblement la production à moyen et à long termes, il faut améliorer les pratiques culturelles et l'accès à des semences de bonne qualité ainsi qu'aux autres intrants. Les perspectives de l'élevage dépendront d'un meilleur accès au fourrage, aux services vétérinaires et aux marchés d'exportation.

1. VUE D'ENSEMBLE

En août 2003, un Groupe d'étude sur la sécurité alimentaire, composé de représentants de la FAO, du PAM, du Ministère érythréen de l'agriculture, d'ONG et de bailleurs de fonds, a réalisé une évaluation des récoltes. Il a estimé la production de cultures vivrières à 210 000 tonnes (dont 207 000 tonnes de céréales). Cette estimation était fondée sur l'hypothèse que les précipitations se poursuivraient en septembre et seraient bien réparties dans le temps et sur l'ensemble du pays; or, cette hypothèse ne s'est pas vérifiée. Dans la plupart des régions, les pluies se sont arrêtées trop tôt et ont été très rares en septembre – et dans de nombreux endroits étaient déjà très rares depuis la mi-août.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

Dans ce contexte, une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires s'est rendue dans le pays du 25 octobre au 12 novembre 2003 pour évaluer la production de 2003 des principales céréales et légumineuses et l'état du cheptel, examiner la situation alimentaire générale, estimer les besoins d'importations céréalier pour 2004, y compris au titre de l'aide alimentaire, et identifier les activités de soutien nécessaires dans les domaines de la production céréalière et de la conduite de l'élevage en 2004.

À Asmara, la mission a rencontré le Ministre de l'agriculture ainsi que des représentants de divers ministères, dont ceux de l'agriculture et du développement national, le représentant dans le pays et d'autres fonctionnaires de la FAO, le Directeur de pays et d'autres fonctionnaires du PAM, des représentants du Réseau du système d'alerte rapide en cas de famine (FEWSNet) et de plusieurs ONG. La mission a également consulté divers rapports sur la situation économique du pays, le degré de pauvreté, la sécurité alimentaire et la production végétale (y compris le rapport d'évaluation des récoltes réalisé en août 2003).

La mission s'est divisée en deux groupes pour couvrir cinq des six zobas (districts) – à savoir Anseba, Gash-Barka, Debub, Maekel et mer Rouge du Nord – et a effectué des visites sur le terrain dans la plupart des sous-districts. Seul le district de la mer Rouge du Sud n'a pas été visité mais il n'est pas cultivé. Pendant les visites sur le terrain, la mission a reçu l'aide de hauts fonctionnaires du Ministère de l'agriculture ainsi que d'un représentant de la FAO à Asmara et d'un fonctionnaire du HCR de Barentu et a été accompagnée de représentants de FEWSNet, de l'UE et de l'USAID. Elle a eu de longs entretiens avec les représentants du Ministère de l'agriculture au niveau des districts et sous-districts et elle s'est entretenue avec des agriculteurs, des pasteurs, des ouvriers, des négociants et le personnel de quelques ONG. Lors de ces discussions et entretiens approfondis, elle a examiné la situation de la production végétale et animale. Elle a évalué sur le terrain la sécurité alimentaire des ménages, leur vulnérabilité et leurs stratégies d'adaptation. Elle a comparé les chiffres de la production végétale et des disponibilités alimentaires de cette année à ceux des années précédentes de manière à obtenir une certaine perspective historique. Elle a présenté ses estimations après avoir analysé les données en provenance de sources secondaires et les avoir confrontées aux données, informations et points de vue recueillis pendant les visites sur le terrain. Il faut noter que les informations données par les représentants du Ministre de l'agriculture à divers niveaux, et notamment celui des sous-districts, concordaient presque toujours avec la réalité de terrain – ce qui est appréciable.

La campagne agricole 2003 a été caractérisée par l'irrégularité des précipitations (qui ont commencé tard et se sont terminées trop tôt, avec de longues vagues de sécheresse entrecoupées de pluies torrentielles et de chutes de grêle) bien que, dans la plupart des régions, le cumul des pluies de la saison *kremti* ait été proche de la moyenne. Dans de nombreux endroits, y compris dans les régions à fort potentiel de production du sous-district de Goluj, il a fallu procéder à deux ou trois nouveaux semis du fait des problèmes liés aux précipitations. L'insuffisance, voire l'absence totale, des précipitations en septembre – et quelquefois à partir de la mi-août – a été très préjudiciable aux cultures. En outre, dans certaines régions, la situation a été encore aggravée par les pluies de la fin octobre-début novembre qui ont endommagé les cultures semées tardivement.

Cependant, malgré des conditions météorologiques défavorables et des pénuries de main-d'œuvre et de matériel agricole, cette année, les agriculteurs, avec l'encouragement et le soutien du gouvernement, ont ensemencé une superficie plus importante que l'an dernier en cultures diverses. Mais dans certaines régions, les récoltes ont été mauvaises et dans d'autres, les rendements ont été inférieurs aux résultats attendus, du fait surtout de l'irrégularité des précipitations (y compris des dommages causés par les pluies torrentielles et les chutes de grêle) mais aussi des infestations de hannetons et de sauteriaux.

Après avoir soigneusement examiné tous les facteurs pertinents, la mission a estimé la récolte céréalier de 2003 à environ 106 000 tonnes, soit près du double de celle de l'an dernier (54 530 tonnes), mais seulement 51 pour cent de celle prévue en août 2003 et 57 pour cent de la moyenne annuelle des céréales récoltées au cours des 11 années précédentes.

S'agissant de la disponibilité de fourrage dans les parcours et d'eau pour abreuver le cheptel, les bonnes pluies *kremti* et les précipitations d'octobre-novembre ont été utiles. La mission a observé que le bétail était en bon état presque partout. Dans de nombreuses régions, les réserves de fourrage et d'eau seront épuisées dans trois ou quatre mois et cela aura des répercussions négatives sur l'élevage. De plus, les

maladies du bétail – notamment la péri-pneumonie contagieuse bovine, la dermatose nodulaire et la PPR¹ – commencent à se répandre. Le gouvernement prend des mesures pour lutter contre elles, mais il faut faire bien davantage pour réussir à protéger le bétail. La péri-pneumonie contagieuse en particulier risque de détruire le cheptel jusqu'à présent non exposé à cette maladie. Une aide internationale est donc nécessaire d'urgence pour enrayer l'épidémie avant qu'il ne soit trop tard.

Les besoins d'importations céréalières pour 2004 s'établissent, d'après les estimations, à 478 000 tonnes, déduction faite des 136 000 tonnes produites localement, alors que l'utilisation prévue est de 614 000 tonnes. Étant donné que les disponibilités de devises sont très limitées, on prévoit que 30 000 tonnes seulement pourront faire l'objet d'importations commerciales pour la consommation en 2004. Avec quelque 31 000 tonnes de céréales d'aide alimentaire en stock ou dans la filière, le déficit céréalier – pour lequel une aide internationale sera nécessaire – s'élève à 417 000 tonnes.

La mission a identifié quelque 1,4 million de personnes parmi les plus vulnérables qui auront besoin d'une aide alimentaire en 2004 - près de 219 651 tonnes de produits alimentaires, en particulier des céréales, des légumineuses et de l'huile (voit tableau 10). D'autres groupes auront aussi besoin d'une aide alimentaire en 2004 car leurs stocks seront épuisés dans quatre ou cinq mois environ et que leurs stratégies d'adaptation sont très limitées.

Les agriculteurs n'auront accès qu'à des quantités limitées de semences étant donné que beaucoup d'entre eux ont eu des récoltes faibles ou nulles et que ceux qui ont récolté des céréales peuvent ne pas être en mesure d'en mettre suffisamment de côté. Il va être indispensable d'appuyer les distributions d'urgence de semences pour que les agriculteurs puissent ensemencer en cultures diverses les superficies le plus étendues possible l'an prochain. Pour le secteur de l'élevage, il faut envisager un soutien d'urgence pour restructurer les services vétérinaires et permettre au secteur de fonctionner convenablement l'an prochain.

À moyen et à long termes, il faut apporter les modifications appropriées aux programmes et aux politiques de manière à permettre aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage de fonctionner de façon optimale. Les questions à résoudre sont liées à l'amélioration des pratiques culturales et pastorales; elles concernent la conservation des sols et de l'eau, une utilisation plus générale des engrangements par tous les agriculteurs, s'accompagnant d'une amélioration de l'accès à l'eau, par l'irrigation dans les régions où cela est possible, le renforcement des services de vulgarisation, la fourniture de services de financement rural et de commercialisation, la mise en place de régimes fonciers sûrs et l'amélioration de l'accès à la terre, la multiplication des débouchés régionaux (notamment pour le cheptel) et un accès garanti au fourrage/aliments d'appoint ainsi qu'à des services vétérinaires adéquats.

2. LE CONTEXTE SOCIOÉCONOMIQUE

2.1 L'économie²

L'Érythrée (y compris l'archipel de Dahl) a une superficie de 124 320 km² et une population de 3,56 millions d'habitants (chiffres de 2003). La population est à 80 pour cent rurale, mais la population urbaine augmente rapidement sous l'effet à la fois du retour des réfugiés dans le pays et de l'exode rural. La densité de la population est de 28 habitants au km². Une grande partie du pays est constituée de montagnes escarpées et arides, inhabitables et inutilisables à des fins économiques. Seuls quelque 2 millions d'hectares se prêtent à l'agriculture mais, du fait des conditions météorologiques défavorables et de pénuries d'eau, seuls 500 000 hectares sont cultivables. L'agriculture est essentiellement pluviale et le caractère limité et la distribution inégale des pluies constituent un obstacle majeur. L'irrigation ne concerne que des superficies négligeables. Les autres contraintes auxquelles est confrontée l'agriculture sont les infestations de ravageurs, les pénuries de main-d'œuvre, de machines agricoles et de puissance de traction, et les pluies torrentielles et chutes de grêles localisées. Enfin, les ressources naturelles du pays sont extrêmement limitées.

¹ Peste des petits ruminants.

² Cette section est fondée sur les données et informations recueillies lors des entretiens avec divers fonctionnaires du Gouvernement érythréen (GE) et dans les documents ci-après: Bureau national des statistiques et de l'évaluation (BNSE), GE et ORC Macro (E.-U.); *Eritrea: Demographic and health survey 2002*; BNSE, GE, Dimensions of poverty in Eritrea (projet), Asmara, mai 2003; FMI, *Country report (for Eritrea)*, No. 03/165, Washington, D.C., juin 2003; GOE, *Interim poverty reduction strategy* (premier projet), Asmara, juillet 2003; GE, *Eritrea: Food security strategy* (projet), Asmara, septembre 2003; Economist Intelligence Unit (EIU), *Eritrea Country Report September 2003* et *Eritrea Country Profile 2003*.

L'Érythrée est un des pays les moins avancés et elle souffre d'un déficit vivrier chronique. Le PIB par habitant (environ 200 dollars en 2001) a baissé de 1,2 pour cent en 2002 après l'effondrement de la production agricole causé par la grave sécheresse. En outre, les inégalités de revenus, mesurées selon le coefficient de Gini, sont très importantes (0,45). La part du revenu consacré à l'alimentation est élevée: environ 66 pour cent à l'échelle du pays et quelque 71 pour cent dans les zones rurales (des chiffres aussi élevés sont à prévoir dans des situations de pauvreté telles que celle de l'Érythrée). Au cours des 11 dernières années, la production vivrière intérieure a couvert en moyenne moins de la moitié des besoins du pays et la production céréalière n'a permis de satisfaire que quelque 40 pour cent des besoins, de 140 kg/personne/an. La vulnérabilité alimentaire a donc augmenté, d'une part du fait de la capacité extrêmement limitée et décroissante de l'Érythrée d'importer des produits alimentaires sur une base commerciale et, d'autre part, parce que les stratégies d'adaptation des habitants mettent ces derniers dans des situations de plus en plus difficiles. La production céréalière de l'an dernier – environ 54 000 tonnes – n'a couvert que moins de 10 pour cent des besoins du pays.

La malnutrition est très répandue et elle s'aggrave. En 2002, les besoins énergétiques essentiels minimums par habitant s'établissaient à 2 100 Kcal/jour en moyenne pour les populations rurales et 2 000 Kcal/jour pour les populations urbaines; or, le ratio de pauvreté est de 66 pour cent, et de 37 pour cent pour la pauvreté extrême. Les enquêtes réalisées en mars et juin 2003 montrent que la malnutrition aiguë généralisée atteignait 24 à 30 pour cent dans certaines régions – chiffre sensiblement plus élevé que celui déjà inacceptable de 15 à 20 pour cent enregistré en 2002. Près de la moitié de la population adulte est illettrée et plus de la moitié des femmes de 15 à 49 ans ne sont jamais allées à l'école.

L'environnement macroéconomique est soumis à de fortes pressions du fait de l'importance de la dette extérieure et intérieure du secteur public qui représente, respectivement, environ 80 et 130 pour cent du PNB, et qui ne cesse de s'alourdir. Au cours des dernières années, le taux de l'inflation est resté élevé. En juillet 2003, l'indice des prix de détail était de 147 pour cent plus élevé qu'en 1997 et l'indice des prix des produits alimentaires avait augmenté de 178 pour cent au cours de la même période. Entre juillet 2002 et juillet 2003, l'indice des prix de détail a augmenté de 25 pour cent, et celui des prix des produits alimentaires de 26 pour cent. Les réserves en devises du pays sont à un niveau si bas qu'elles ne pourraient pas couvrir les importations pendant plus de deux semaines. En 2002, les réserves ont été en moyenne de 30 millions de dollars EU, alors que la valeur moyenne d'un mois d'importations se monte à environ 46 millions de dollars EU. À l'heure actuelle, le taux de change officiel est de 13,55 naïades pour un dollar EU mais, sur le marché parallèle, il est de 50 à 60 pour cent plus élevé.

Les principaux produits d'exportation sont notamment le sel, les articles en cuir semi-finis, les fleurs, le bétail et les textiles. L'Érythrée importe une large gamme de produits, dont des machines et du matériel de transport, des pièces détachées, des produits alimentaires, des biens manufacturés et intermédiaires, du pétrole et des produits chimiques. L'effondrement du commerce d'exportations régionales, à la suite de la fermeture des frontières avec l'Éthiopie et le Soudan, constitue une contrainte majeure pour l'économie du pays et assombrit ses perspectives. L'Éthiopie était la principale destination des exportations de l'Érythrée, mais les conflits frontaliers ont supprimé ce débouché. En revanche, un renversement de la situation des exportations vers le Soudan en 2002 a gonflé les recettes d'exportation qui sont passées à 52 millions de dollars pour l'année, contre une moyenne annuelle de 26 millions de dollars au cours de la période 1998-2001; les recettes d'exportation de 2002 n'en étaient pas moins inférieures à 10 pour cent de la valeur totale des importations de l'année (553 millions de dollars). Les exportations ont sensiblement baissé en 2003.

En conclusion, la pauvreté généralisée et enracinée, l'extrême faiblesse des revenus, l'importance des déficits vivriers, les graves contraintes s'exerçant sur l'agriculture, l'extrême faiblesse des capacités d'importation et des recettes d'exportation, la persistance des taux d'inflation élevés, l'alourdissement de la dette intérieure et extérieure déjà très forte et les contraintes sociales (degré d'instruction et état de santé médiocres des populations, pauvreté et inégalité) assombrissent l'avenir de l'Érythrée. Néanmoins, si le pays adopte des politiques appropriées, investit dans ses ressources humaines et les mobilise, restructure son agriculture afin de mieux l'adapter aux conditions météorologiques et aux ressources dont il dispose, conserve ses ressources naturelles (y compris l'eau et la terre) et encourage les (petites et moyennes) industries axées tant sur l'exportation que sur la production intérieure, le pays peut réussir à inverser la tendance. Le gouvernement est conscient des contraintes et des orientations qu'il doit adopter pour les surmonter, comme le montrent le document – en cours d'élaboration – sur la sécurité alimentaire, celui sur la stratégie de réduction de la pauvreté et d'autres encore. Ces documents reconnaissent que l'Érythrée aura besoin d'une aide extérieure importante pour s'attaquer à ces contraintes et promouvoir le

développement économique et social: les modalités précises de cette démarche devront être arrêtées conjointement par le gouvernement et par ses partenaires extérieurs pour le développement.

La communauté internationale aide déjà l'Érythrée dans un certain nombre de domaines; elle contribue notamment à la reprise d'activité de la population touchée par la guerre (et notamment les réfugiés de retour dans le pays et les personnes déplacées à l'intérieur du pays) et à la reconstruction des infrastructures et installations de développement détruites par les conflits; à la promotion de la production agricole par la distribution de semences, le relèvement des services vétérinaires et de démonstrations de techniques d'agriculture de conservation partout dans le pays; à la satisfaction des besoins d'urgence en fournissant, entre autres mesures, une aide alimentaire et en soutenant des activités dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Une aide beaucoup plus importante est nécessaire, notamment pour améliorer les perspectives socioéconomiques à long terme, sans pour autant négliger les besoins fondamentaux urgents. Le processus d'appel global reste pertinent. En outre, pour atteindre le double objectif de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire et pour accélérer le développement social et économique, une assistance financière et technique à plus long terme, fondée sur les programmes et des stratégies, sera nécessaire. Tout ou presque dépendra de la mise en place d'un environnement propice dans lequel le gouvernement et les partenaires externes pour le développement pourront travailler ensemble de manière constructive. Dans ce contexte, les questions liées à la solution des différents frontaliers, à la démobilisation et à la restructuration socioéconomique sont cruciales.

2.2 Le secteur agricole

L'agriculture est le secteur le plus important du pays malgré la faiblesse relative de sa contribution au PIB (12 à 15 pour cent). Les cultures et l'élevage pris ensemble emploient la grande majorité de la population et constituent la base de la sécurité alimentaire. Cependant, même pendant les bonnes années, la production vivrière intérieure reste bien inférieure à la demande et le pays est fortement tributaire des importations commerciales et de l'aide alimentaire.

Comme il est dit plus haut, on estime qu'il y a un peu plus de deux millions d'hectares de terres arables en Érythrée. Mais, compte tenu de l'irrégularité habituelle des précipitations (à la fois quantitative, spatiale et temporelle) et de la rareté des installations d'irrigation, la superficie en culture n'est que d'environ 500 000 hectares au maximum: en général, elle est inférieure à 400 000 hectares. Les agriculteurs pratiquant avant tout l'agriculture pluviale, la production agricole est fortement tributaire des conditions météorologiques, surtout des précipitations.

Il existe trois saisons des pluies distinctes en Érythrée: d'octobre à février dans les plaines orientales (les pluies d'hiver ou *pari*); de mars à mai dans les hauts plateaux (pluies de printemps ou *azyme*); et de juin à septembre dans tout le pays à l'exception de la plaine côtière (pluies d'été ou *kremlin*). Les pluies *kremlin* sont de loin les plus importantes pour la production nationale. Habituellement, les précipitations oscillent entre 400 et 600 mm par an dans les hauts plateaux et entre 200 et 300 mm par an dans les plaines occidentales; dans les régions côtières, elles varient entre zéro et 300 mm. Le régime des précipitations dans les plaines occidentales et dans les hauts plateaux centraux est en gros le même, les pluies tombant pour l'essentiel en juillet et août, pendant la saison *kremlin*.

La production végétale est dominée par les céréales: orge, blé et te en altitude, sorgho et mil en basse altitude et un peu de maïs en moyenne altitude. Les pois chiches et les haricots couvrent des superficies limitées, principalement dans les hauts plateaux centraux, alors qu'au sud de Gaz Barak, le sésame est une culture locale importante.

Le pays ne possède ni fleuve ni cours d'eau pérenne et les périmètres irrigués sont extrêmement limités (moins de 2 pour cent des superficies en culture). Comme l'irrigation est en grande partie tributaire des eaux de surface, la superficie productive d'une année donnée correspond à la pluviométrie enregistrée en altitude. On trouve aussi quelques micro barrages dans les hauts plateaux, mais ils dépendent aussi des précipitations. À l'évidence, l'utilisation des eaux souterraines est une possibilité, mais les ressources en sont mal connues. Des études appropriées visant à déterminer la disponibilité d'eaux souterraines, les perspectives de reconstitution des réserves et les quantités pouvant être utilisées pour l'irrigation et dans quelles régions, seraient très utiles.

La productivité agricole de l'Érythrée demeure très faible en raison de la fragilité du régime pluvial du pays, des sols souvent pauvres et peu profonds, de l'utilisation de pratiques culturales élémentaires, et de l'utilisation limitée d'intrants agricoles. Le conflit frontalier avec l'Éthiopie a aussi rendu inutilisables quelque 12 000 hectares à Debub et une grande partie de la sous-région de Lalai Gash à Gash Barka, où les champs sont encore minés. La mobilisation des jeunes pour le service militaire réduit considérablement la main-d'œuvre agricole dans de nombreuses régions.

L'élevage est un secteur extrêmement important de l'économie rurale, notamment dans les régions les plus arides du pays. Les plus gros troupeaux se trouvent dans les plaines, mais le régime pastoral se caractérise par des mouvements saisonniers, tant à l'intérieur des plaines qu'entre celles-ci et les hauts plateaux, en quête de pâturages. Il s'agit principalement d'ovins et de caprins, mais aussi de bovins, de chameaux, d'ânes et de chevaux. En moyenne, chaque ménage rural possède de trois à cinq ovins et/ou caprins. À l'exception des bœufs de trait dont l'élevage est habituellement pratiqué dans les zones de pâturage qui leur sont spécialement réservées, l'élevage est surtout extensif, basé sur des pâturages naturels et des résidus de culture. Par conséquent, on observe des fluctuations annuelles marquées de l'état du bétail, qui reflètent les disponibilités de fourrage et d'eau. Il semblerait que le cheptel ait augmenté immédiatement après l'indépendance, puis diminué pendant les deux années de guerre contre l'Éthiopie. Depuis, les effectifs de bétail auraient de nouveau augmenté avant de chuter brutalement en 2002 du fait de la grave sécheresse: ils seraient alors revenus à leur niveau de 1997. Les pasteurs ont tendance à surstocker, malgré les pénuries fréquentes de fourrage et d'eau, car ils attachent habituellement davantage d'importance au nombre d'animaux qu'à leur état de santé; ils hésitent généralement à vendre même en période difficile. Le conflit avec l'Éthiopie a mis fin à une grande partie des déplacements du bétail vers les pâturages traditionnels de l'autre côté de la frontière et vers les pâturages à l'intérieur du territoire érythréen qui sont toujours minés; il est aussi responsable de la fermeture des principaux itinéraires commerciaux du bétail.

Par ailleurs, pour compléter l'agriculture à petite échelle, le gouvernement octroie aux investisseurs des concessions de terres pour favoriser la production agricole sur des superficies relativement étendues. La taille de ces concessions varie selon l'emplacement des terres et les disponibilités en eau (de pluie ou d'irrigation) et selon les cultures. Celles qui sont situées à proximité des cours d'eau saisonniers couvrent généralement 10 à 30 hectares et produisent des légumes (oignons, gombos, carottes, etc.) et des fruits (bananes, oranges, etc.), tandis que dans les zones arides ou semi-arides, elles peuvent atteindre 400 hectares et sont consacrées essentiellement aux cultures de céréales ou d'oléagineux. Ce type d'agriculture ne contribue cependant pas de façon significative à l'économie alimentaire du pays car les rendements sont souvent médiocres.

3. FACTEURS INFLUANT SUR LA PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2003

3.1 Précipitations

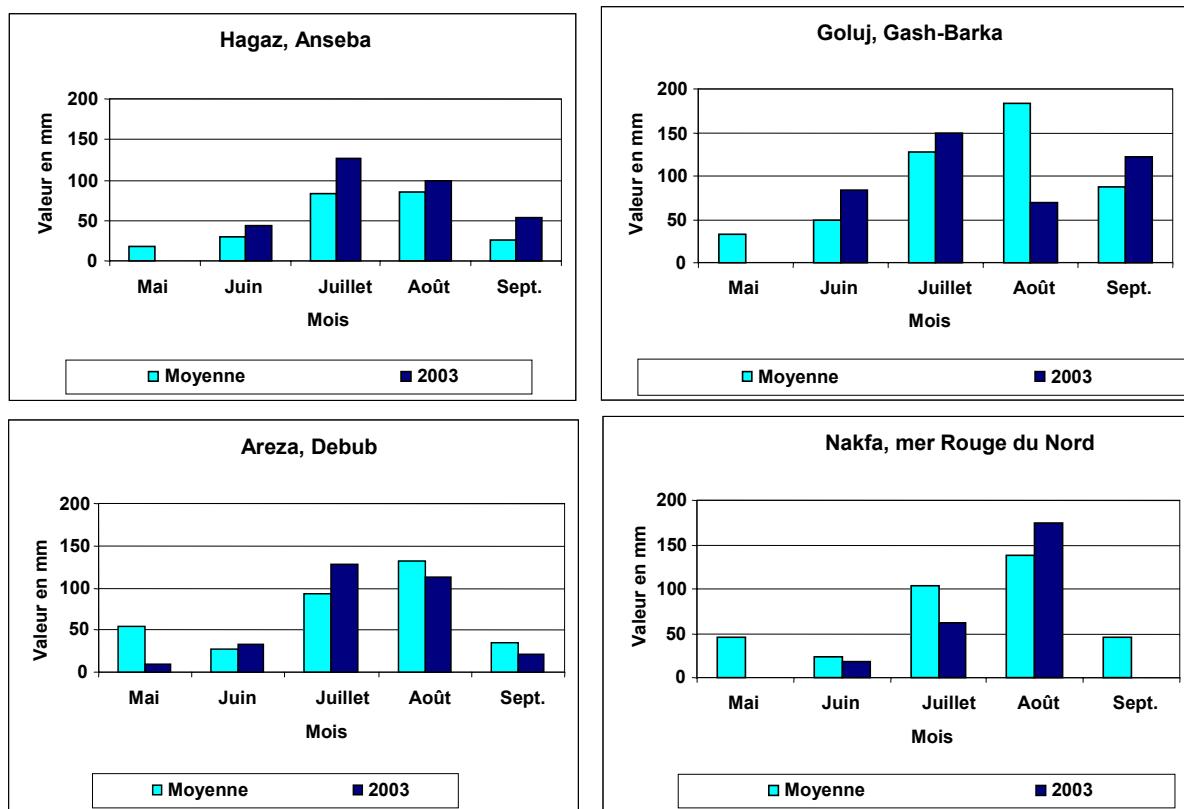
Les pluies *azmera* (mars-mai) ont été tout à fait insuffisantes dans les hauts plateaux pour la cinquième année successive depuis 1998 – la dernière « bonne année ». Par conséquent, les semis de cultures à cycle long et à haut rendement, telles que le sorgho, le maïs, le teff et l'éleusine cultivée ont été considérablement inférieurs à la moyenne. À leur place, les agriculteurs ont planté de l'orge, du blé et du teff d'été – dont le rendement est sensiblement moindre – et des légumineuses telles que les féveroles, le fenugrec, le lin et les pois chiches.

Les pluies *kremti* (juin-septembre) sont arrivées tard, entre la fin juin et la mi-juillet, et ont cessé tôt, pendant la deuxième quinzaine d'août. Les cultures n'ont donc pas reçu l'humidité nécessaire pour arriver à la fin de leur cycle de croissance et remplir leurs grains. En outre, le district de Debub a connu une période de sécheresse caractérisée à la fin de juillet qui a frappé les cultures au début de leur croissance. La qualité des grains en a souffert dans la plupart des régions et le nombre des grains remplis dans les épis d'orge et de blé s'en est trouvé considérablement réduit. De fortes précipitations sporadiques se sont poursuivies jusqu'en septembre dans certaines parties de Gash Barka ce qui a amélioré le remplissage des grains et les rendements dans ces régions par rapport aux autres districts. Dans d'autres parties de Gash Barka, en revanche, les pluies ont cessé avant septembre.

En 2003, certaines régions ont reçu des précipitations exceptionnellement fortes. À Dekemhare, dans le district de Debub, de mars à août, il est tombé 785 mm de pluie en 39 jours de pluie, dont 282,5 et 340 mm en juillet et août respectivement. Cela n'a malheureusement pas été le cas dans les régions plus importantes de culture, telles que celle de Goluj dans le Gash Barka, où il n'est tombé que 78,8 et 69,3 mm

de pluie en juillet et août, contre une moyenne sur quatre ans de 115 et 154,7 mm, respectivement. L'arrivée occasionnelle de précipitations exceptionnellement fortes souligne l'importance de la collecte de l'eau et du contrôle du ruissellement des hauts plateaux vers les zones irriguées par épandage des crues dans le district de la mer Rouge du Nord.

Figure 1. Précipitations mensuelles en 2003 avec, pour comparaison, les niveaux moyens depuis 1992



3.2 Superficies cultivées

Les superficies ensemencées en céréales ont augmenté pour atteindre 405 859 hectares, contre une moyenne de 360 000 hectares sur 11 ans depuis 1992 et 344 000 hectares en 2002. Les superficies ensemencées en céréales dans le district de Debub ont atteint le record de 136 592 hectares, et ont bénéficié des importantes distributions de semences de la FAO et d'ONG nationales et internationales. L'amélioration des infrastructures d'irrigation par épandage des crues et 27 inondations localisées, contre une dizaine en moyenne en année normale, ont contribué à l'expansion des superficies cultivées à Sheib dans le district de la mer Rouge du Nord. À Maekel, les superficies ensemencées sont tombées d'environ 33 000 à 22 656 hectares du fait de l'arrivée tardive des pluies qui a fait perdre espoir aux agriculteurs après tant d'années de pluies insuffisantes. Dans quelques sous-districts, dont celui de Ghinda dans la mer Rouge du Nord, faute de pluies, 5 000 hectares n'ont pu être ensemencés en sorgho.

Dans l'ensemble, en 2003, la superficie ensemencée dans le district de la mer Rouge du Nord est tombée à 13 990 hectares, contre 23 080 hectares en 2002. Dans les districts de Gash Barka et Anseba, les superficies ensemencées en céréales ont été de 187 318 et 45 303 hectares, respectivement, soit beaucoup plus que celles de l'an dernier, de 151 668 et 36 456 hectares, respectivement.

3.3 Moyens de production et intrants

Énergie agricole

Selon certains rapports, un grand nombre de bœufs seraient morts de faim ou des effets de la sécheresse en 2002 et de nombreux agriculteurs auraient aussi vendu leurs bœufs pour survivre après une série de mauvaises récoltes et aussi parce qu'ils n'avaient pas de fourrage pour les nourrir. Cela a provoqué un

grand déficit des disponibilités d'énergie agricole. On a vu des agriculteurs coopérer et partager les bœufs restants pour les labours et le battage. La mission a vu de nombreux exemples d'attelages de quatre ou cinq bœufs, ou même d'une combinaison de bœufs, d'ânes et même de chevaux utilisés pour le battage traditionnel. Cependant, dans la mesure où les sabots des ânes ou des chevaux peuvent entailler la terre battue de l'aire de battage et donc contaminer les grains, ces animaux ne sont utilisés que dans les cas extrêmes où il n'y a pas de bœufs disponibles. Les tracteurs fournis par un donateur bilatéral sont, à crédit, mis à la disposition des agriculteurs qui sous-traitent leurs services à leurs voisins. Dans le district de Gash Barka et dans certaines parties de celui de Debub, on commence à voir apparaître une certaine dépendance à l'égard des tracteurs, ce qui cause souvent des retards dans les semis. Dans le district de Debub, l'utilisation des tracteurs pour la préparation des terres ensemencées en teff ne donne pas les résultats qualitatifs voulus et cause une mauvaise implantation des végétaux. La dépendance croissante à l'égard des tracteurs, compte tenu de la petite taille des exploitations (0,75 hectare en moyenne dans le district de Debub) n'est pas rentable.

Main-d'œuvre

On observe partout des pénuries de main-d'œuvre. La principale cause en est la conscription des hommes pendant de longues périodes. L'armée offre une aide pour les récoltes et les battages, mais l'importance de cette aide est difficile à mesurer.

Irrigation

On estime à environ 2 000 hectares la superficie des terres irriguées en Érythrée. Dans le district de Debub, on compte 80 micro barrages, mais leur eau est surtout utilisée à des fins ménagères et pour abreuver les animaux. On trouve de nombreux petits pérимètres irrigués par pompage dans les régions de Debub, Anseba et Maekel où l'on produit des pommes de terre, des tomates et d'autres légumes. Cependant, on rapporte que les nappes phréatiques baissent dans de nombreux endroits après trois années ou plus de pluviométrie réduite. Comme on l'a noté plus haut, il serait possible de recueillir de grandes quantités d'eau à des fins d'utilisation par les ménages et pour abreuver les animaux mais aussi, dans les régions appropriées, pour de petits pérимètres d'irrigation.

Semences

La sécheresse de 2002 a causé de mauvaises récoltes partout dans le pays et donc une grave pénurie de semences pour la campagne 2003. On estime que 20 pour cent seulement des quelque 16 000 tonnes de semences nécessaires dans le pays ont pu être fournies par les agriculteurs pour la campagne agricole 2003. Un énorme programme d'aide humanitaire sous forme de semences a donc été établi dans le cadre duquel un grand nombre d'exploitants ont reçu plus de 5 600 tonnes de semences fournies par la FAO et par des ONG nationales et internationales.

Les perspectives de conservation de semences par les agriculteurs sont meilleures en 2003 que l'an dernier, mais dans les régions où la récolte a été entièrement perdue et où les rendements ont été très faibles, il faudra continuer à offrir une assistance importante sous forme de semences. Les exploitants de près de 35 pour cent des superficies en culture devront recevoir au moins 5 600 tonnes métriques de semences de sorgho, de millet d'Afrique, de blé, d'orge, de teff et de pois chiches.

En outre, dans les régions à moyen potentiel, où les récoltes sont sensiblement meilleures, il faudra mettre en place des campagnes de « protection des semences » dans le cadre desquelles une aide alimentaire ciblée sera fournie aux exploitants vulnérables pour éviter qu'ils ne consomment les semences qu'ils auraient autrement conservées pour des semis ultérieurs. Compte tenu du rôle crucial des variétés de semences adaptées aux aires géographiques des zones agroécologiques souvent fragiles de l'Érythrée, on recommande aussi que les organismes humanitaires commencent immédiatement à acheter, à nettoyer et à stocker de bonnes quantités des variétés adaptées aux conditions locales qui sont actuellement disponibles dans les villages et dans les exploitations avant qu'elles n'entrent dans les circuits commerciaux, où elles sont mélangées à d'autres variétés et perdent ainsi la pureté qui leur est nécessaire pour la culture dans ces régions.

Ces recommandations sont considérées comme essentielles pour qu'en 2004 les cultures puissent reprendre pour un grand nombre d'exploitants dont l'insécurité semencière prolongerait l'impact des mauvaises campagnes actuelle et passées. Reconnaissant que le potentiel de rendement des semences utilisées généralement par les agriculteurs constitue un obstacle de taille à l'obtention d'une production

plus élevée, le Ministère de l'agriculture a adopté, en mai 2002, une politique nationale des semences dont l'objectif principal est de produire et de distribuer des semences améliorées ainsi que des variétés de semences adaptées aux diverses régions.

Engrais

La dose recommandée d'engrais pour la plus grande partie du pays est de 100 kg/ha de phosphate diammonique (DAP) et de 50 kg/ha d'urée. Le tableau 1 ci-dessous indique les quantités totales d'engrais distribuées par le Gouvernement érythréen depuis 1992 (chiffres du Ministère de l'agriculture). En 2003, le Gouvernement a distribué 3 507 tonnes d'engrais, dont 2 043 tonnes de DAP et 1 464 tonnes d'urée.

Tableau 1. Distribution d'engrais (1992-2002) en quintaux (100 kg)

Type	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
DAP	5 919	7 225	7 223	10 247	12 778	8 700	16 881	17 127	49 209	41 005	17 458
Urée	1 871	2 453	2 443	3 886	6 531	6 055	10 798	5 240	23 683	20 994	19 162
Total	7 790	9 678	9 666	14 133	19 309	14 755	27 679	22 367	72 892	61 999	36 620

Étant donné que le Gouvernement joue un rôle important dans l'achat et la distribution des engrais, le secteur privé ne s'est pas doté de capacités dans ce domaine. La faiblesse et l'irrégularité des pluies ne permettent pas une absorption normale de ces éléments nutritifs par les plantes dans de nombreuses régions du pays et leur effet sur les rendements n'est pas toujours garanti. Les engrais sont fortement subventionnés en Érythrée et cependant de nombreux exploitants ne peuvent pas en acheter.

Autres intrants agricoles

Le Gouvernement érythréen fournit aussi d'autres intrants, tels que des semences et des pesticides, aux exploitants. En 2003, dans le district de Debub, il a fourni au total 15 752 litres de pesticides liquides et 659 kg de pesticides en poudre. Au niveau du pays, les distributions de pesticides se sont montées à 42 652 litres de produits liquides et 2 731 kg de produits chimiques en poudre. Le Gouvernement a également distribué 13 838 outils agricoles.

3.4 Ravageurs et maladies

Ravageurs

Le principal ravageur a été la chenille légionnaire qui a attaqué le sorgho, l'éleusine cultivée, le maïs, l'orge et le millet d'Afrique dans les districts d'Anseba, Gash Barka, Debub et Maekel. Ce ravageur a complètement détruit 10 000 hectares de cultures diverses dans la région de Debub. Il a également causé des dégâts aux rares pâturages des districts de la mer Rouge du Nord et d'Anseba. Les sauteriaux ont été le principal ravageur de la région de Gash Barka, détruisant environ 14 310 hectares. Les hannerons ont aussi causé des dégâts importants dans cette région, et à environ 4 000 hectares de sorgho dans le district de Debub. Les foreurs de la tige, endémiques, ont causé d'importants dégâts aux cultures de maïs et de sorgho dans tous les districts. Les pentatomes sont craints dans la région de la mer Rouge du Nord.

Maladies

Les maladies des végétaux n'ont pas posé de problèmes particuliers.

Adventices

Striga et la folle avoine sont les deux grandes adventices en Érythrée. *Striga* est très répandue et cause d'importantes pertes de rendement du sorgho. Le Ministère de l'agriculture essaie de lutter contre cette plante en introduisant des cultures comme le sésame en assolement avec le sorgho.

La folle avoine est considérée comme un fourrage par les exploitants et elle n'est pas arrachée comme elle devrait l'être. Cela réduit automatiquement les rendements, notamment d'orge et de blé. La mission a vu de nombreux champs de la région de Debub où la folle avoine avait complètement envahi les cultures d'orge et de féveroles.

Dégâts causés par les intempéries

La grêle a causé d'importants dégâts dans les districts de Maekel, Debub, Anseba et dans certaines parties de celui de Gash Barka en août. La grêle est souvent tombée au moment de la floraison et elle a détruit les cultures céréaliers, notamment celles d'orge et de blé mais endommageant aussi quelquefois celle de maïs. Les pluies tardives d'octobre et du début de novembre ont causé un égrenage catastrophique du teff dans le sous-district d'Adi Kwala, principale zone de production de cette culture, et elles ont endommagé d'autres cultures dans certaines parties de la région de Gash Barka.

3.5 Production céréalière en 2003

Le tableau 2 donne les chiffres de la production annuelle de céréales et de légumineuses de 1997 à 2002 ainsi que les estimations pour 2003. Il met en évidence les fortes variations qui existent d'une année à l'autre. La production attendue cette année est très inférieure à la moyenne des 11 années qui ont suivi l'indépendance (187 209 tonnes), mais elle n'en est pas moins près de deux fois plus importante que celle de 2002. On prévoit que la production des légumineuses sera inférieure à la moyenne puisque les précipitations se sont arrêtées plus tôt que d'habitude dans le district de Debub, premier producteur de pois chiches (principale légumineuse cultivée).

Tableau 2. Production céréalière en Érythrée, 1997-2003 (en tonnes)

Céréales	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Orge	16 085	56 605	31 835	25 786	44 934	9 736	8 576
Hanfets	4 504	8 992	8 508	3 197	11 067	1 728	1 313
Blé	5 131	22 945	19 010	10 579	25 423	2 637	3 442
Maïs	6 406	28 986	15 899	4 054	9 051	3 008	4 456
Sorgho	55 316	269 772	207 197	52 370	78 759	28 434	64 061
Teff	4 150	18 706	13 147	10 415	19 551	3 191	7 161
Éleusine cultivée	3 156	7 622	5 402	2 716	12 093	865	5 187
Millet d'Afrique	4 332	44 183	17 829	1 515	18 174	4 931	11 748
Total	99 080	457 811	318 827	110 632	219 052	54 530	105 944
Autres cultures céréalières							
Pois	175	398	581	1 670	1 130	2 797	80
Pois chiches	492	1 783	2 793	2 972	8 284	225	1 600
Féveroles	176	659	3 301	1 420	4 022	445	600
Pois à écosser	364	399	718	722	2 730	3 484	N/A
Haricots	0	36	36	0	36	0	0
Lentilles	1	0	272	116	211	110	100
Total	1 208	3 275	7 701	6 900	16 413	7 061	2 380

Tableau 3. Superficies en céréales, rendements et production en 2003, par district

	Debub			Gash Barka			Mer Rouge du Nord			Anseba			Maekel		
	Superf. (ha)	Rend. (t/ha)	Prod. (t)	Superf. (ha)	Rend. (t/ha)	Prod. (t)	Superf. (ha)	Rend. (t/ha)	Prod. (t)	Superf. (ha)	Rend. (t/ha)	Prod. (t)	Superf. (ha)	Rend. (t/ha)	Prod. (t)
Sorgho	38 793	0,10	3 879	136 379	0,38	51 688	8 420	0,70	5 894	17 311	0,15	2 597	30	0,10	3
Maïs	9 503	0,40	3 801	636	0,13	83	1 710	0,20	342	1 436	0,15	215	77	0,19	15
Millet d'Afrique	0	0,00	0	41 513	0,20	8 303	1 400	0,15	210	21 568	0,15	3 235	0	0,00	0
Éleusine cultivée	22 550	0,20	4 510	4 791	0,13	623	0	0,00	0	293	0,15	44	100	0,10	10
Blé	11 537	0,20	2 307	386	0,13	50	200	0,15	30	536	0,15	80	6 497	0,15	975
Orge	20 678	0,25	5 170	2 900	0,12	348	2 225	0,15	334	4 159	0,15	624	14 003	0,15	2 100
Teff	30 827	0,23	7 090	410	0,13	53	35	0,00	0	0	0,00	0	184	0,10	18
Hanfets	2 704	0,30	811	303	0,20	61	0	0,00	0	0	0,00	0	1 765	0,25	441
Total céréales	136 592	0,20	27 568	187 318	0,33	61 209	13 990	0,49	6 810	45 303	0,15	6 795	22 656	0,16	3 562

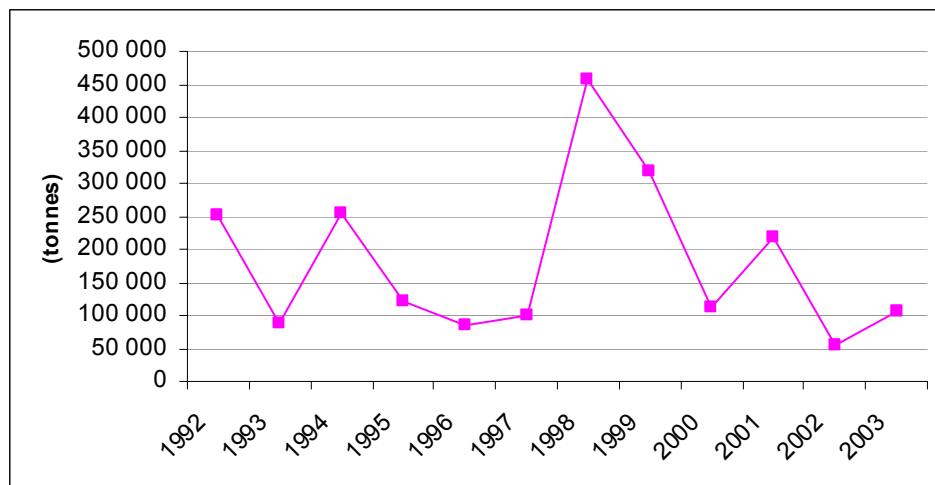
Tableau 4. Production céréalière nationale en 2003, par district (en tonnes)

District	Production en tonnes	%
Gash Barka	61 209	57,8
Deubub	27 568	26,0
Mer Rouge du Nord	6 810	6,4
Mer Rouge du Sud	0	0
Maekel	3 562	3,4
Anseba	6 795	6,4
Total	105 944	100

Tableau 5. Superficies cultivées, rendement et production, chiffres nationaux pour 2003, avec, pour comparaison, la moyenne des 11 années précédentes, par culture

Culture	Superficie (ha) 2003	Rendement (t/ha)	Production 2003 (tonnes)	Production moyenne 1992-2002 (tonnes)	Production 2003 en % de la moyenne (1992-2002)
Sorgho	200 933	0,32	64 061	98 908	64,8
Maïs	13 362	0,33	4 456	10 971	40,6
Blé	19 156	0,18	3 442	11 767	29,3
Orge	43 965	0,20	8 576	26 904	31,9
Millet d'Afrique	64 481	0,18	11 748	16 656	70,5
Éleusine cultivée	27 734	0,19	5 187	8 078	64,2
Teff	31 456	0,23	7 161	10 354	69,2
Hanfets	4 772	0,28	1 313	3 571	36,8
Total	405 859	0,26	105 944	187 209	56,6

Figure 2. Production céréalière 1992-2003



3.6 Autres cultures vivrières

Pommes de terre

Les pommes de terre sont cultivées dans les districts de Maekel, Anseba, Gash Barka et Debub, sur un total d'environ 779 hectares en 2003. Cette culture a cependant besoin d'irrigation pour donner un rendement maximum. Cette année, dans la région de Maekel, la croissance végétative avait bien commencé mais, à cause de l'arrêt précoce des pluies à la fin d'août, la taille et le nombre des tubercules ont été réduits dans de nombreux champs, ce qui va faire baisser sensiblement les rendements.

Légumineuses

Le tableau 6 (ci-dessous) donne les superficies cultivées en légumineuses.

Tableau 6. Érythrée: superficies des cultures des principales légumineuses en 2003 (en ha)

District	Pois fourragers	Pois chiches	Haricots	Féveroles	Lentilles	Vesce	Superficie totale
Debub	423	18 432	0	3 897	562	8 549	31 863
Gash Barka	0	28	13	56	18	0	115
Maekel	45	1 706	131	0	37	0	1 919
Anseba	0	126	36	88	0	0	250
Mer Rouge du Nord	0	0	0	60	0	0	60
Mer Rouge du Sud	0	0	0	0	0	0	0
Total	468	20 292	180	4 101	617	8 549	34 207

Les pois chiches sont de loin la légumineuse la plus importante. Cette culture qui résiste bien à la sécheresse est semée en août-septembre à la fin des pluies *kremti*. Cette année, les pluies se sont terminées à la mi-août, ne laissant guère d'humidité résiduelle pour la culture des pois chiches. De nombreux semis dans les districts de Debub et de Maekel, principales zones de culture du pois chiche, n'ont pas germé et on estime le rendement inférieur à 0,1 tonne/ha.

Oléagineux

Le principal oléagineux est le sésame, qui est cultivé sur un total de 28 027 hectares uniquement dans le district de Gash Barka. Cette culture était en bon état et devrait avoir un rendement moyen. À la différence de la plupart des autres plantes cultivées en Érythrée, il existe un marché pour le sésame. Les autres oléagineux sont le lin et l'arachide, qui couvrent une superficie totale de 789 hectares, dont 562 hectares (71 pour cent) dans le district de Debub. Du fait de l'arrivée tardive des pluies et de leur courte durée, les cultures de lin sont clairsemées et on ne s'attend pas à bons rendements.

3.7 Élevage

Systèmes d'élevage

Effets des conditions météorologiques saisonnières sur l'élevage

Aucun recensement du cheptel n'a été réalisé en Érythrée récemment: les dernières informations remontent au recensement mené par le gouvernement en 1997. Les fortes pertes enregistrées en 2002 peuvent avoir réduit l'augmentation du cheptel que l'on avait enregistrée pendant la période 1997-2001. Le tableau 7 ci-dessous donne les estimations actuelles du nombre de têtes.

Table 7. Chiffres estimatifs du cheptel en Érythrée en 2003

Région	Bovins	Ovins	Caprins	Chameaux
Anseba	218 923	124 300	620 023	25 266
Debub	490 093	614 069	706 409	19 382
Gash Barka	917 344	675 268	1 745 784	113 263
Maekel	40 505	149 927	23 556	0
Mer Rouge du Nord	178 532	462 333	994 596	107 032
Mer Rouge du Sud	82 060	103 047	571 417	53 971
Total	1 927 457	2 128 944	4 661 785	318 914

Systèmes de production animale

Les produits de l'élevage sont reconnus comme faisant partie intégrante des systèmes agricoles en Érythrée et ils jouent un rôle important dans la constitution du revenu des ménages. Les systèmes pastoraux et agropastoraux sont les principaux systèmes de production et l'on trouve aussi un petit nombre d'animaux élevés à l'étable, avant tout des vaches laitières. Dans le système pastoral, le bétail, les ovins et les chameaux sont élevés et gardés pour leur lait, leur viande et pour la vente – qui génère des liquidités. Le système agropastoral combine la culture et l'élevage du bétail, des ovins, des caprins, des chameaux et des équidés qui produisent du lait, de la viande, des œufs et sont utilisés comme animaux de trait et de somme; leur vente est une source de revenus.

Les ménages d'exploitants des hauts plateaux des districts d'Anseba, de Maekel et de Debub pratiquent une agriculture sédentaire (culture intensive) et l'élevage leur fournit force de traction, lait, viande, œufs, fumier et bêtes de somme. Les petits ruminants sont surtout vendus et utilisés comme source de liquidités, plus rarement abattus pour l'autoconsommation.

Petites exploitations laitières

Un grand nombre de petites exploitations laitières situées à la périphérie ou dans les grandes villes fournissent du lait aux citadins. On estime à 45 000 litres la quantité de lait fournie chaque jour à Asmara. Un important pourcentage du cheptel laitier est constitué de vaches de pure race Holstein-frisonne, le reste étant issu de croisements ou constitué de zébus de race locale. Le prix moyen du litre de lait est de 6 nakfa. La majorité des exploitants donnent à leurs animaux des aliments concentrés, du foin conservé et des résidus de récoltes.

Production avicole

Les exploitants élèvent en général des poulets de races locales mais, ces dernières années, on a introduit et distribué dans la plus grande partie du pays des poulets à aptitude mixte de race Fayoumi en provenance d'Égypte. Dans les districts d'Anseba et de Gash Barka, entre le deuxième semestre de 2002 et 2003, environ 100 000 poussins ont été distribués à des ménages vulnérables dirigés par des femmes afin de leur permettre de satisfaire leurs besoins en protéines et d'obtenir des revenus avec lesquels acheter des produits alimentaires et autres dont a besoin la famille. Des poussins ont aussi été distribués dans les districts de la mer Rouge du Nord, de Maekel et de Debub. Les bénéficiaires avec lesquelles nous avons parlé ont dit que ces volailles leur fournissaient un revenu (vente des œufs) et leur permettaient d'améliorer la nutrition de leurs enfants. Cependant, le coût des aliments pour la volaille est très élevé par rapport aux prix des produits de l'aviculture et, dans les conditions de sécheresse actuelles, il est difficile de faire pousser des cultures appropriées à l'alimentation des volailles. La race exotique Fayoumi d'Égypte est une très bonne pondeuse tant que la nourriture est suffisante mais lorsque celle-ci est limitée, elle est moins bonne pondeuse que les races locales.

Sources d'aliments pour animaux

À l'exception d'une petite zone de culture de sorgho fourrager dans la région de la mer Rouge du Nord, il n'y a pas ou presque pas de cultures fourragères en Érythrée. Le bétail est donc entièrement tributaire de la végétation naturelle et des résidus des récoltes. Les espèces de graminées dans les parcours mûrissent rapidement puis leur qualité se dégrade aussi rapidement et elles deviennent moins sapides pour les animaux. En saison des pluies normale, la capacité de charge des parcours ajoutée aux résidus des cultures se maintient jusqu'en janvier-février, après quoi les éleveurs doivent se déplacer avec leurs troupeaux à la recherche d'eau et de pâturages. Les mois de mars, avril, mai et juin sont les mois critiques de pénurie d'aliments pour animaux, durant lesquels le bétail s'affaiblit et perd du poids.

Le nombre des animaux n'étant pas limité dans les pâtures communales, le surpâturage des parcours naturels a causé la disparition des graminées et herbages sapides qui ont été remplacés par des espèces fourragères improches à la consommation. De plus, l'empietement progressif des cultures réduit les zones de pâturage. La fermeture de la frontière avec l'Éthiopie a aussi contribué à réduire les parcours à la disposition des pasteurs et agropasteurs dans les districts de la mer Rouge du Nord, de la mer Rouge du Sud et de Gash Barka. La pluviométrie inférieure à la moyenne dans certaines régions des hauts plateaux a également réduit les quantités de fourrage disponible. La mauvaise récolte de 2002 a fait chuter les quantités de résidus des récoltes à la disposition du cheptel et causé une forte mortalité animale, estimée dans certaines régions à 15-20 pour cent du troupeau.

État du bétail

Cette année, du fait du développement favorable des cultures et de l'amélioration de l'état des parcours, l'état du bétail est meilleur que l'an dernier, quand la croissance des graminées avait été mauvaise dans les pâturages et les résidus des récoltes avaient été quasi-inexistants. Cependant, les résidus des récoltes ne dureront que jusqu'en février, après quoi les animaux devront migrer vers des parcours toujours moins riches. Les terres de pacage traditionnelles en Éthiopie et au Soudan ne sont plus accessibles, les frontières étant fermées. Lorsque les pâturages localement accessibles sont épuisés, les animaux doivent migrer vers l'escarpement oriental, certains allant à Kerkebet, d'autres à Laellay Gash et au Gash inférieur. Dans certains cas, comme à Halhal et Akordat, les transhumances commencent en octobre et novembre. Quelques vaches laitières restent à la ferme. Tous les animaux reviennent au début de la saison des pluies lorsque les parcours ont été assez reconstitués pour permettre le pâturage.

Le cheptel, surtout les ovins, était en meilleur état que ne le laissaient présager les disponibilités limitées de fourrage et de pâturages. Cet état étonnamment bon peut s'expliquer par le fait que le bétail a profité de l'amélioration de l'état des parcours après les pluies d'été mais la disponibilité et la qualité des pâturages sont déjà en baisse. Vu l'amélioration du développement végétatif des cultures par rapport à l'an dernier, les quantités de fourrage seront beaucoup plus importantes après la récolte. Les récoltes de sorgho dans les zones irriguées par épandage du district de la mer Rouge du Nord seront bien meilleures cette année, donc les résidus y seront également plus abondants.

Pénuries d'eau d'abreuvement des animaux

Pendant la saison sèche, le bétail manque d'eau parce que les points d'eau situés à des endroits stratégiques dans les parcours sont trop rares. Le bétail doit souvent marcher pendant 2 heures et demie pour atteindre un point d'eau et, ce faisant, il perd une énergie qui serait mieux utilisée à l'entretien et à la croissance.

Maladies du bétail – santé animale

Les vétérinaires du Ministère de l'agriculture procèdent chaque année à des vaccinations contre les principales maladies du bétail: PPR, dermatose nodulaire, fièvre aphteuse, variole ovine, charbon bactérien et rage. L'acarus de la gale, l'anaplasmosse, la babésiose, la maladie de Newcastle et la variole aviaire sont d'autres maladies et parasites fréquents du bétail. Les centres vétérinaires des diverses régions offrent aussi des traitements contre les maladies du bétail.

Cette année a connu une flambée épidémique grave, celle de la péri-pneumonie contagieuse bovine, confirmée pour des animaux en provenance d'Éthiopie. Il a rapidement été décidé d'abattre tout le bétail touché, mais comme cette maladie grave du bétail avait disparu de l'Érythrée depuis dix ans, tout le bétail du pays y est sensible. Il est crucial que le personnel vétérinaire soit doté des moyens appropriés pour mener des actions de surveillance et pour circonscrire tout foyer de cette maladie qui pourrait décimer le cheptel érythréen si on ne le traitait pas. On a aussi noté des foyers de péri-pneumonie contagieuse ovine et de dermatose nodulaire bovine.

Services vétérinaires

Il n'y a que quinze vétérinaires dans tout le pays et aucun service vétérinaire privé. Ces dernières années, on a formé des « agents paravétérinaires » qui fournissent des services vétérinaires de base aux pasteurs et agropasteurs.

Vente du bétail

On trouve des marchés au bétail dans toutes les grandes villes d'Érythrée. La plupart des négociants et exploitants mènent leurs animaux au marché à pied, ce qui les affaiblit, leur fait perdre du poids et fait donc baisser leur valeur. L'an dernier, du fait de la sécheresse, les prix du bétail avaient considérablement baissé mais cette année, ils ont augmenté en moyenne de 40 à 50 pour cent dans les districts de Gash Barka et Anseba, pour atteindre 6 000 nakfa pour les bovins, 500 nakfa pour les caprins et 850 nakfa pour les ovins, en raison, à la fois, d'une disponibilité accrue d'aliments pour animaux en cette période de l'année et de la rareté relative d'animaux après les fortes pertes de 2002.

4. SITUATION PAR RÉGION

4.1 Mer Rouge du Nord

Au cours des trois dernières années, peu de cultures ont été possibles dans le district de la mer Rouge du Nord du fait de l'insuffisance des pluies dans les hauts plateaux et des crues soudaines causées par la montée des eaux qui ont franchi les diguettes et les ouvrages de dérivation des cours d'eau descendant des hauts plateaux. En dépit de la construction d'ouvrages de détournement et des travaux réalisés sur les canaux principaux, les canaux secondaires et tertiaires des systèmes d'irrigation par épandage des eaux de crue ne sont souvent pas en mesure de faire face aux crues soudaines. Il tombe en moyenne 185 mm de pluie par an dans la région, en général entre octobre et janvier. La production est rendue possible par l'irrigation par épandage des eaux de crue des hauts plateaux, principalement entre juin et septembre.

Cette année, les pluies ont pratiquement cessé en août sur les hauts plateaux, mais il y a eu suffisamment d'eau pour cultiver du sorgho, du coton et des arachides sur 3 111 hectares (85 pour cent) de terres irriguées par épandage à Sheib. Il n'y a pas eu de précipitations en octobre et s'il ne pleut pas en novembre, la récolte risque d'être considérablement réduite. Cependant, le sorgho pousse bien et la récolte devrait être convenable, les sols ayant une forte capacité de rétention de l'eau. En outre, de bonnes quantités de fourrage sont déjà assurées. Si les pluies d'hiver arrivent, il sera possible de planter du maïs après la récolte de sorgho pour profiter de l'humidité résiduelle des sols, mais cela fait quelques années que ce n'est pas possible. Dans les régions septentrionales de Nakfa et Afabet, la production n'a pas été possible et les 5 000 hectares qu'il était prévu de cultiver en sorgho dans le sous-district de Ghinda n'ont pas pu être ensemencés faute de précipitations. Compte tenu des perspectives plus favorables de la région à hauts rendements de Sheib et tablant sur l'arrivée de pluies d'hiver, la mission estime la production céréalière totale du district de la mer Rouge du Nord à 6 810 tonnes en 2003, soit une augmentation de 8,8 pour cent par rapport à l'an dernier.

4.2 Mer Rouge du Sud

La mission ne s'est pas rendue dans cette région. La population très clairsemée se compose principalement de pasteurs et on n'y pratique l'agriculture que dans les quelques oasis où il existe des ouvrages d'irrigation. Les dégâts causés ces dernières années aux infrastructures d'irrigation par épandage des eaux de crue n'ont pu être réparés du fait de l'insécurité dans cette région frontalière de l'Éthiopie. On n'y prévoit aucune production céréalière.

4.3 Anseba

Les pluies ont commencé à la fin de juin mais, dans la plus grande partie de la région, elles se sont complètement arrêtées pendant 10 à 15 jours en juillet, ce qui a aggravé les effets de leur mauvaise distribution. De plus, dans certaines zones, des pluies torrentielles de courte durée ont gravement endommagé de nombreuses cultures. Les précipitations ont été faibles en septembre, arrêtant la croissance des cultures bien avant leur maturité dans de nombreuses zones. En raison des conditions pluviométriques générales, les récoltes ont été mauvaises à Habero, Selaa, Kerkebet, Asmet, Keleb, Aditekelezan et Hamelmal. Dans certaines de ces régions, même les quantités de résidus de récolte seront insignifiantes.

Les mauvaises récoltes s'expliquent aussi par la non-disponibilité de matériel de préparation des terres et d'outils, le manque de services de tracteurs, et le nombre insuffisant d'animaux de trait.

En moyenne, on prévoit que le produit des récoltes devrait durer environ trois mois et, bien que les habitants disposent de quelques stratégies d'adaptation – vente de bois de feu et de bétail – et que des envois de fonds et le travail comme ouvrier soient possibles dans certains endroits, d'une manière générale, les ménages les plus touchés vont être tributaires de l'aide alimentaire après février 2004.

Cette année, la récolte un peu plus abondante que celle de l'an dernier permettra aux exploitants de conserver de meilleurs stocks de semences, mais les agriculteurs qui travaillent dans les régions où les rendements sont médiocres devront recevoir une aide en semences pour pouvoir reprendre la culture en 2004. Il semble que la variété *Kona* de millet d'Afrique, qui supporte relativement bien la sécheresse, a donné de bons résultats à Anseba, à la grande satisfaction des exploitants. La communauté des organisations humanitaires devrait appuyer les tentatives faites dans des endroits comme Hagaz, de constituer des stocks communautaires adéquats de cette variété par l'intermédiaire des producteurs de

semences et des banques de semences villageoises. La production céréalière totale est estimée à 6 795 tonnes, soit une baisse de 14,1 pour cent par rapport au volume de l'an dernier (7 911 tonnes).

4.4 Maekel

La campagne s'est caractérisée par l'absence des pluies *asmera* qui tombent habituellement de mars à mai. Cela a empêché les semis des cultures à cycle long de sorgho, de teff, d'éleusine cultivée et de maïs et détruit les cultures semées en sec. Les pluies *kremiti* ont été tardives, mal réparties et ont cessé prématurément en août, ce qui a compromis le remplissage des grains et a abouti à des rendements bien inférieurs à ce qu'ils auraient pu être s'il avait continué à pleuvoir jusqu'en septembre. Les précipitations ont été très mal réparties: certaines vastes zones cultivées, telles que celle d'Adi Mussa, n'ont pratiquement pas reçu de pluie et la récolte a été presque nulle. La grêle a causé des dégâts considérables dans presque toute la région en août, faisant chuter les rendements dans les zones touchées. Les Chenilles légionnaires ont fait des ravages au début de la saison des pluies en juillet et les hennetons ont attaqué les plants de sorgho au stade du grain laiteux. Les sauteriaux ont également causé de gros dégâts aux cultures de sorgho et de blé à leurs premiers stades de croissance.

L'orge étant semé à raison de 150 kg/ha et ayant des rendements quelquefois inférieurs à 100 kg/ha, de nombreux exploitants auxquels la mission a rendu visite n'ont pas récupéré la quantité de semences qu'ils avaient plantées. Le sous-district de Serajeka est un des plus touchés avec une pluviométrie en juillet de 26,2 mm seulement contre une moyenne de 180,9 mm au cours des quatre dernières années; en août, elle a été de 128,1 mm, contre une moyenne de 193,9 mm au cours des quatre dernières années également. Dans l'ensemble, cependant, les récoltes ont été meilleures que celles, désastreuses, de 2002: la production a augmenté de 24,7 pour cent pour atteindre 3 562 tonnes, contre un total de 2 857 tonnes l'année dernière.

4.5 Debub

Les pluies *asmera*, dont dépendent les cultures à cycle long telles que le sorgho, le millet d'Afrique, le teff et le maïs, ont fait défaut dans d'importantes zones du district. Les pluies *kremiti* ont commencé à la fin de juin, trop tard pour les cultures à cycle long. Étant donné que les cultures à cycle long ont des rendements de 20 à 30 pour cent supérieurs à ceux des cultures à cycle court telles que le teff d'été, le blé et l'orge, le manque de pluies *asmera* a entraîné une perte de récolte du même ordre. Dans de nombreux endroits, les pluies ont été bonnes jusqu'à la fin d'août mais elles se sont arrêtées prématurément, produisant un déficit d'eau pour les cultures: la croissance végétative a donc été raisonnable mais le remplissage normal des grains a souffert du manque d'humidité.

Des ravageurs tels que les Chenilles légionnaires ont causé la perte de 10 000 hectares de cultures; les hennetons, qui sucent les grains de sorgho immatures, ont causé des dégâts sur 4 000 hectares et les sauteriaux ont sensiblement endommagé les cultures de blé et de maïs aux premiers stades de leur croissance. En outre, les averses de grêle d'août ont causé des dégâts supplémentaires, réduisant à néant les effets des pluies plus favorables que celles de l'année précédente. La grêle a été particulièrement destructrice à Debarka, au nord de Mendefera.

Le sous-district de Maimne a particulièrement souffert de la réduction des précipitations, des infestations de ravageurs et des averses de grêle et la plupart des cultures ont été détruites. À l'heure actuelle, les exploitants de la région sont presque totalement tributaires de l'aide alimentaire. Dans l'importante zone de cultures céréalières de Maiaini, en juin, juillet et août, il est tombé, respectivement, 40,5, 124,1 et 73 mm de pluie, soit 16,7, 42,9 et 57,8 pour cent de moins, respectivement, que la moyenne des quatre dernières années, toutes considérées comme mauvaises; lors de la dernière bonne année de précipitations, 1998, Maimne avait reçu 64 mm de pluie en juin, 235,6 mm en juillet et 343,7 mm en août, soit beaucoup plus que cette année.

À la fin d'octobre, des pluies hors saison dans l'importante région de culture du teff d'Adi Kwala ont causé la perte complète d'environ 4 950 hectares de teff dont les grains ont été éparpillés à terre. Dans l'ensemble, cependant, la production céréalière de 2003 est estimée à 27 568 tonnes, soit une augmentation de près de 87 pour cent par rapport à celle, catastrophique, de l'an dernier (14 767 tonnes).

4.6 Gash Barka

À Gash Barka, les pluies ont commencé plus tard que d'habitude mais, dans de nombreuses zones méridionales, elles ont été d'emblée bonnes et bien réparties; dans les régions du nord, en revanche, elles ont été médiocres tant au plan de leur répartition qu'au point de vue de leur quantité. Partout, elles se sont arrêtées trop tôt, causant la perte des cultures semées tardivement et faisant baisser les rendements de celles plantées en temps voulu ou un peu plus tard que d'habitude. Le régime des précipitations n'en a pas moins été sensiblement meilleur qu'en 2003 et on s'attend donc à une meilleure récolte en 2002 même si la production est inférieure à la moyenne des dix dernières années.

La baisse de la production céréalière s'explique aussi par une série d'infestations de ravageurs pendant la période de croissance. Les récoltes ont toutes été attaquées par les criquets pèlerins, les criquets arboricoles, les chenilles légionnaires et les hennetons. Le potentiel de bonne production (de 10 quintaux/ha) est limité à certaines zones des sous-districts de Guloj, Tesseney, Haicota, Shambuko et du Haut-Gash, mais même là des cultures de céréales en très mauvais état occupent de vastes étendues. Dans le sous-district de Barentu, on peut voir des zones ayant un rendement moyen de 5 quintaux/ha au maximum, mais les alentours de Forto et Dige présentent un triste spectacle, la perte complète de la récolte étant la norme pour de vastes étendues.

De nombreux exploitants (entre 30 et 40 pour du total) auront besoin de recevoir une aide en semences en 2004 puisqu'ils ont perdu leur récolte ou que celle-ci n'est pas assez abondante pour leur permettre de mettre des semences de côté.

Les services de vulgarisation ne sont pas suffisamment présents compte tenu de ce que la région est le grenier à blé de l'Érythrée. On recommande d'accroître les effectifs, dont le nombre à l'heure actuelle est limité à cinq agents par sous-district, afin d'accroître le soutien fourni et d'aider à lutter contre les conséquences des infestations de ravageurs, de la sécheresse et de l'insuffisance des précipitations. Les interventions en matière de lutte contre les ravageurs, de protection des plantes, de détournement des cours d'eau, de construction de diguettes et de meilleure utilisation de variétés de semences améliorées doivent être intensifiées. L'amélioration des services de vulgarisation sera un facteur important pour l'augmentation de la production.

On estime la production céréalière de Gash Barka à 61 209 tonnes, soit un volume bien supérieur aux 22 741 tonnes de 2002.

5. ANALYSE DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE CÉRÉALIÈRES, 2004

Le bilan céréalier pour 2004 (résumé au tableau 8) est fondé sur les hypothèses suivantes:

- À la fin du premier semestre de 2004, la population estimative sera de 3,66 millions d'habitants. Cette hypothèse repose sur une population estimée à 3,56 millions d'habitants en 2003 et un taux de croissance démographique de 2,7 pour cent, chiffres fournis par le Ministère du développement national du Gouvernement érythréen.
- La consommation céréalière par habitant est estimée à 150 kg/an, conformément aux estimations de la pauvreté faites par le Gouvernement, sur la base de 2 100 Kcal/personne/jour pour la population rurale et de 2 000 Kcal/personne/jour pour la population urbaine, la plus grande partie des Kcal provenant des céréales.
- Les besoins en semences pour l'année prochaine sont estimés à 16 000 tonnes, en supposant que les superficies ensemencées seront en gros les mêmes qu'en 2003.
- Les pertes après récolte sont élevées en Érythrée du fait des systèmes de récolte, du mauvais état des installations de transport et de stockage, et des dégâts causés par les ravageurs et les insectes. Les fonctionnaires et les exploitants indiquent que ces pertes se situent dans une fourchette allant de 15 à beaucoup plus de 20 pour cent de la production. Aux fins du présent bilan, on a retenu le chiffre de 18 pour cent. Une enquête pourrait être réalisée afin d'obtenir un chiffre plus objectif pour estimer ces pertes.
- Il ressort des entretiens avec des représentants du Gouvernement que les stocks d'ouverture des céréales, le 1^{er} janvier 2004, seront très faibles, voire nuls. Étant donné que le Gouvernement a mis en place des filières de distribution afin d'améliorer l'accès aux produits alimentaires, surtout dans les régions souffrant de pénuries alimentaires aiguës, et après des entretiens avec des personnes bien informées des Nations Unies et d'ONG, on peut supposer qu'il existe un petit stock

d'ouverture, de 30 000 tonnes. On suppose aussi que le stock de clôture sera le même, c'est à dire qu'il n'aura pas d'incidence sur la disponibilité de céréales.

- La capacité d'importation de produits alimentaires de l'Érythrée est extrêmement limitée, étant donné que les recettes d'exportations des dernières années ne représentaient que 5 à 10 pour cent de la facture d'importation et que les réserves actuelles en devises ne représentent que deux semaines d'importations. La quantité de céréales qui sera importée l'année prochaine sur une base commerciale dépendra du montant en devises que le Gouvernement pourra désengager de dépenses à plus long terme pour l'affecter aux importations vivrières. Il ressort d'entretiens avec le Ministère du développement national que si la production agricole a augmenté cette année par rapport à l'année précédente, la capacité du gouvernement d'importer des produits alimentaires a baissé. Dans ces conditions, toute conjecture sur les quantités qui seront importées sur une base commerciale en 2004 est au mieux une estimation grossière. Par conséquent, compte tenu de l'extrême pénurie de devises, la mission estime que les importations commerciales pourraient atteindre 30 000 tonnes de céréales, chiffre très inférieur à celui de l'an dernier. En dernière analyse, la capacité d'importation est entièrement tributaire de la manière dont le gouvernement détermine les priorités entre des besoins concurrentiels.
- Des informations recueillies auprès de négociants indiquent que certaines quantités de céréales entrent dans le pays de manière non officielle, notamment en provenance du Soudan. Faute de données sur ces échanges non officiels, ces importations de céréales n'ont pas été prises en compte dans l'établissement du bilan céréalier.

TABLEAU 8. Érythrée: bilan céréalier, 2004 (en milliers de tonnes)

Disponibilités intérieures	136
Stocks d'ouverture	30
Production intérieure	106
Utilisation totale	614
Utilisation alimentaire	549
Semences et pertes	35
Stocks de clôture	30
Besoins d'importations	478
Capacité d'importation commerciale	30
Aide alimentaire en réserve/dans la filière	31
Déficit non couvert	417

On estime à 478 000 tonnes les besoins d'importations céréalier pour 2004. Si l'on estime les importations commerciales à 30 000 tonnes et l'aide alimentaire en réserve ou dans la filière de distribution à 31 000 tonnes pour 2004, le découvert céréalier, pour lequel l'aide internationale sera nécessaire, s'élève à 417 000 tonnes.

6. BESOINS D'AIDE ALIMENTAIRE POUR 2004

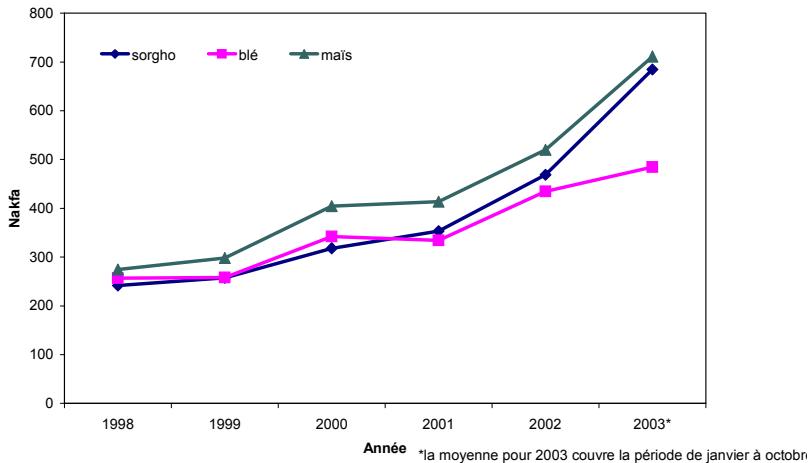
La sécheresse prolongée qui frappe de nombreuses régions du pays, la guerre avec l'Éthiopie, la perte des actifs en bétail et l'aggravation de la pauvreté placent une grande partie des ménages dans une situation de sécurité alimentaire précaire. À l'horizon de 2004, beaucoup d'entre eux devront faire face avec des mécanismes d'adaptation très amoindris, voire épuisés.

6.1 Accès à la nourriture et prix

La population de l'Érythrée est à 80 pour cent rurale, avec une majorité d'agriculteurs sédentaires et d'agropasteurs. En année moyenne, les ménages récoltent en octobre/novembre et consomment leurs produits pendant environ quatre mois. Pour couvrir leurs besoins en produits alimentaires pendant le reste de l'année, ils font appel au marché qui satisfait environ 80 pour cent de leurs besoins³. Du fait de la mauvaise campagne agricole de 2002, la majorité des ménages n'ont pas fait de récolte ou ont consommé leur production en un mois seulement. Ils ont donc été obligés d'accroître la proportion de leurs achats de produits alimentaires pour combler le déficit de production.

³ CARE, PAM, ERREC, juillet 2003, Report of the Rural Livelihood Security Assessment.

**Figure 3. Prix annuel moyen des céréales sur le marché d'Asmara
1998-2003 (en nakfa par quintal)**

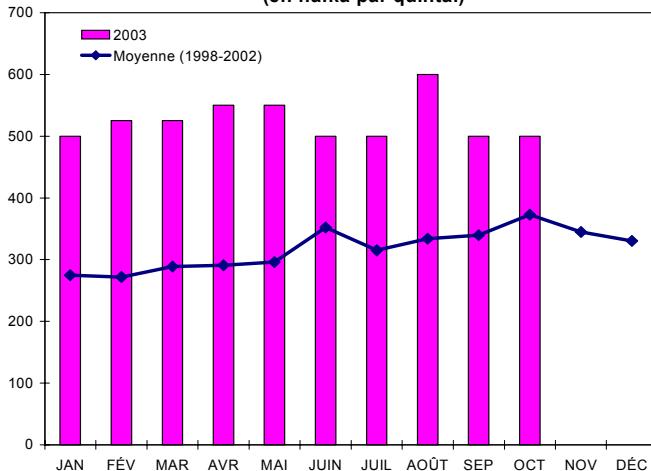


Source: Office des céréales érythréen

Comme les années précédentes, les ménages ont dû faire face à une hausse de prix des principaux aliments de base en 2003. Entre 2002 et 2003, le prix moyen du sorgho blanc sur les marchés d'Asmara, Keren et Mendefera a augmenté de 46, 50 et 37 pour cent, respectivement, alors qu'il avait déjà connu une hausse pouvant aller jusqu'à 50 pour cent sur certains marchés en 2002.

En même temps, la pauvreté s'aggrave. Un étude menée en 2002/03⁴ montre qu'en moyenne, en milieu urbain, 66 pour cent des dépenses des ménages étaient consacrées à l'alimentation, contre 71 pour cent en milieu rural. Les ménages très fortement tributaires du marché, confrontés à la hausse des prix des céréales, épuisent rapidement leurs revenus en essayant de satisfaire leurs besoins de consommation.

**Figure 4. Prix du sorgho blanc sur le marché de Mendefera
(en nafka par quintal)**



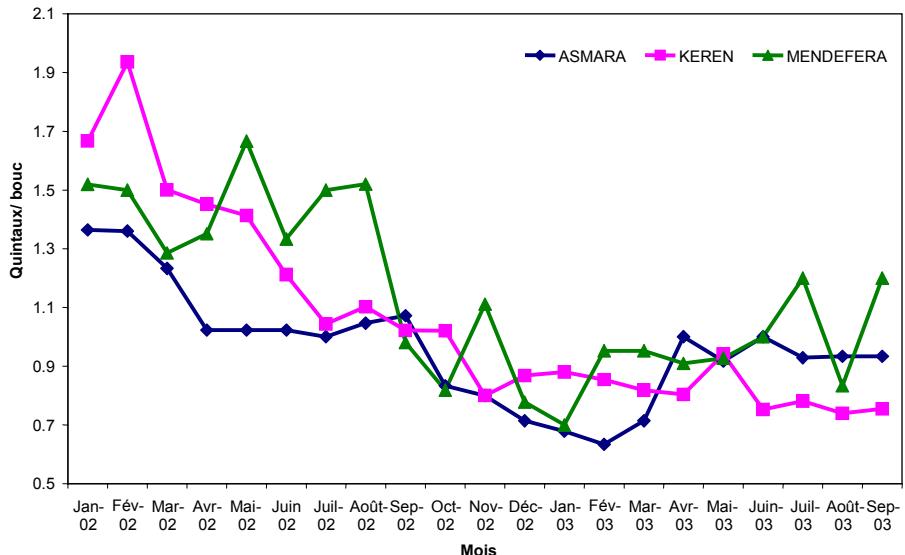
Source: Office des céréales érythréen

Plus de 80 pour cent des ménages possèdent quelques animaux et la plupart des ménages ruraux indiquent que la vente de leur cheptel constitue leur principale source de revenus pour les achats de nourriture. Du fait de la gravité de la sécheresse et des mesures prises par les ménages pour se débarrasser des animaux en mauvaise santé, les prix du bétail ont sensiblement chuté en 2002 avant de remonter quelque peu en 2003 puisqu'il y avait moins d'animaux sur le marché par suite des ventes et

⁴ Gouvernement érythréen, Bureau national des statistiques et de l'évaluation (NSEO), mai 2003, Dimensions of Poverty in Eritrea (Projet de rapport).

pertes antérieures. Cette reprise a cependant été moins sensible que l'augmentation des prix des céréales: il s'ensuit que, depuis 2002, les termes de l'échange ne sont pas favorables et en 2003, les éleveurs reçoivent moins de grains en échange de leurs animaux.

Figure 5. Valeur d'un bouc en quintaux de sorgho, 2002-03



Source: Office des céréales érythrén, Service national de l'information sur les produits alimentaires

Ces ventes, surtout celles de bœufs, principal actif productif des ménages des hauts plateaux, ont aussi contribué à les appauvrir à long terme. La perte d'animaux de trait aura un effet négatif sur la capacité de ces ménages de cultiver des plantes vivrières.

En 2003, l'Office des céréales érythrén a importé 80 000 tonnes de blé et de sorgho dans le cadre de sa politique de stabilisation du marché. La vente de ces produits sur les grands marchés, à des prix représentant généralement 50 à 75 pour cent de la valeur marchande des produits locaux, a été intermittente entre mai et octobre, en fonction des disponibilités. Cela a donné un « sursis » aux ménages pauvres et leur a permis d'acheter des céréales en plus grandes quantités. De plus, cet apport supplémentaire a aidé à modérer les prix de ces deux produits de base dans les régions ne recevant pas d'aide alimentaire et qui étaient ciblées pour les interventions sur le marché.

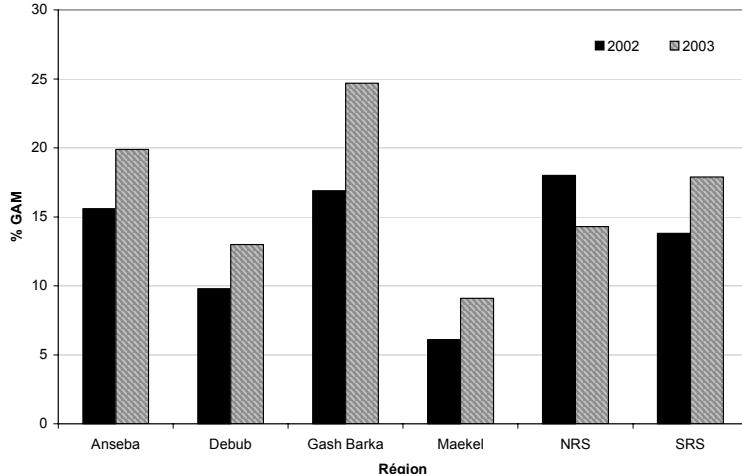
L'impact de la guerre frontalière avec l'Éthiopie vient s'ajouter à celui de la sécheresse, surtout dans les districts de Gash Barka et de Debub mais aussi dans ceux de la mer Rouge du Nord et du Sud, où les populations sont un peu moins touchées. Les ménages qui vivent à proximité de la frontière et sur les terres desquels on trouve encore des mines et des munitions non explosées ne sont pas en mesure de rentrer dans leurs foyers; ils se trouvent actuellement dans des camps pour personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ils ont perdu leurs moyens de subsistance et vivent dans la misère. Certains de ceux qui ont pu se réinstaller – ex-ménages déplacés et ruraux expulsés d'Éthiopie – vivent dans le dénuement, la sécheresse et le déplacement forcé ayant causé la mort de la plus grande partie de leur cheptel. Sans animaux, ces ménages n'ont guère de possibilités de créer des revenus et n'ont pratiquement aucun avoir. Ils n'ont pas accès aux fournitures du marché et sont presque entièrement tributaires de l'aide alimentaire pour leurs besoins de consommation.

6.2 Nutrition

Les enquêtes sur la nutrition menées pendant la période de famine de mars à juin montrent que l'état nutritionnel des enfants s'est détérioré depuis la fin du premier semestre de 2002 dans tous les districts, à l'exception de celui de la mer Rouge du Nord. Comme le montre le tableau ci-dessous, l'augmentation de la malnutrition est la plus marquée dans le district de Gash Barka où l'on trouve aussi le taux le plus élevé de malnutrition aiguë (dépérissage): 24 pour cent, contre 17 pour cent en 2002. Dans le district d'Anseba, les taux sont passés de 16 pour cent en 2002 à 20 pour cent. En outre, les enquêtes menées dans quatre des six régions font apparaître des taux élevés de sous-alimentation maternelle, de l'ordre de 30 à 53 pour cent des femmes, les taux les plus élevés étant dans les districts de Gash Barka et d'Anseba.

Le taux de malnutrition maternelle est souvent considéré comme représentatif de la sécurité alimentaire des ménages. Les taux de malnutrition élevés dans ces régions, y compris celles à fort potentiel (Gash Barka est le grenier à blé de l'Érythrée), est indicatif du manque de diversité des moyens de subsistance. Les ménages sont presque exclusivement tributaires de la production agricole et la plus grande partie du cheptel ne résiste pas à la sécheresse. De ce fait, les pertes en cultures et en bétail ont eu des répercussions majeures sur l'accès aux produits alimentaires.

Figure 6. Malnutrition aiguë généralisée (en pourcentage) pendant la période de soudure, 2002 et 2003



Source: Ministère de la santé, UNICEF, Concern, DIA, CRS, HCR

En moyenne, si les enfants des campagnes sont une fois et demie plus à risque de souffrir de retards de croissance ou de déprérissement (EDHS 2002), la montée de la pauvreté en milieu urbain contribue au relèvement des niveaux de malnutrition urbaine. À Debub, la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans vivant en milieu urbain était plus élevée qu'en milieu rural. Les études montrent aussi que les ménages les plus pauvres d'Érythrée vivent en milieu urbain. Dans une conjoncture où les prix des produits alimentaires sont élevés et en hausse et où les possibilités de revenu/salaire sont limitées, la sécurité alimentaire des pauvres des villes devient de plus en plus préoccupante.

Les enquêtes sur la nutrition citent l'insuffisance de l'apport alimentaire et les maladies infantiles parmi les principales causes de l'augmentation des taux de malnutrition. Entre janvier et juin 2003, le Programme alimentaire mondial (PAM) a dû réduire considérablement ses distributions de vivres et de rations alimentaires par suite de contraintes s'exerçant sur les ressources et il n'a pu toucher qu'environ la moitié de bénéficiaires ciblés pendant cette période.

Les enquêtes nutritionnelles prévues pour décembre 2003 permettront d'obtenir une image à jour de la situation pendant la période après récolte et mettront en évidence les effets de l'aide humanitaire qui a sensiblement augmenté pendant le deuxième semestre de l'année.

6.3 Besoins d'aide alimentaire en 2004

Les ménages qui continueront à être très vulnérables à l'insécurité alimentaire sont ceux des catégories suivantes:

- Ménages dirigés par une femme. Près de 30 pour cent des ménages sont dirigés par une femme, bien que l'on trouve d'importantes variations entre les régions. Les plus vulnérables sont ceux qui ne reçoivent pas d'envois de fonds. En outre, ces ménages se heurtent à des obstacles culturels dans les pratiques agricoles – le labour avec des bœufs par exemple. Ils sont donc obligés de louer des tracteurs pour les labours ou partager les récoltes, ce qui, dans l'un ou l'autre cas, réduit leur revenu. Le manque de main-d'œuvre masculine peut aussi contribuer à réduire les superficies ensemencées et, par conséquent, les récoltes et les stocks vivriers.

- Ménages dirigés par des personnes âgées. Ces ménages ont en général des problèmes de main-d'œuvre et ils se heurtent aux mêmes contraintes que les ménages dirigés par une femme pour les labours ou le partage des récoltes.
- Familles nombreuses à fort ratio de dépendance. Une sous-catégorie de cette classe de ménages est constituée par les ménages dont les hommes sont dans les forces armées et ne sont pas en mesure d'envoyer de l'argent dans leurs foyers.
- Exploitants des zones à fort potentiel de Gash Barka et Debub. Ces ménages qui sont presque totalement tributaires des activités agricoles ont été durement frappés par une série de sécheresses. Beaucoup ont perdu leur cheptel pour cause de sécheresse ou ils ont dû le vendre parce qu'il s'affaiblissait: en effet, le bétail de ces régions supporte mal la sécheresse.
- Ménages tributaires du travail agricole. La sécheresse prolongée a fait disparaître nombre de possibilités de travaux agricoles rémunérés. En outre, comme les possibilités de gagner de l'argent dans des activités non agricoles en dehors des centres urbains sont très limitées, ces ménages continuent à voir leurs revenus diminuer.
- Pasteurs et agropasteurs ayant perdu leur bétail ou n'en ayant conservé que peu de têtes. D'une manière générale, nombre de ménages tributaires de l'élevage ont mieux résisté à la sécheresse que ceux dépendant de l'agriculture. Cela est dû au fait que dans les zones à faible pluviométrie, le bétail supporte mieux la sécheresse et est donc moins sensible aux variations météorologiques que celui des régions des hauts plateaux à forte pluviométrie et à meilleur potentiel de culture. Néanmoins, les pluies ayant été insuffisantes et les pâturages étant en mauvais état dans les plaines et les hauts plateaux, nombre de ménages ont perdu tous leurs animaux. De plus, la vulnérabilité des ménages de cette catégorie qui possèdent peu d'animaux (de zéro à cinq) est influencée par les termes de l'échange entre les céréales et les animaux. Dans les régions plus isolées, notamment celles de la mer Rouge du Nord et du Sud, l'accessibilité des marchés où ils peuvent vendre leurs animaux et acheter leurs provisions et autres produits nécessaires a aussi une incidence sur la vulnérabilité des ménages de pasteurs.
- Personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui ont perdu leurs moyens de subsistance et vivent dans des camps.
- Ruraux de retour chez eux. Ces ménages précédemment déplacés ont perdu une bonne partie de leurs biens pendant la guerre avec l'Éthiopie.
- Ménages urbains dans l'extrême pauvreté, notamment ceux dirigés par une femme ou une personne âgée. Les études montrent que les ménages les plus pauvres vivent en milieu urbain, la prévalence de la pauvreté pouvant atteindre 80 pour cent dans les petites villes. Ces ménages, qui ont en général des revenus très faibles ou nuls, de nombreuses personnes à charge et sont presque entièrement tributaires du marché, ont été touchés très durement par la sécheresse.

6.4 Stratégies d'adaptation

La sécheresse prolongée et les répercussions du conflit frontalier avec l'Éthiopie ont mis à rude épreuve les stratégies d'adaptation des ménages et les systèmes de soutien des proches. La principale période de famine, qui dure généralement de mai à octobre, a été plus longue en 2003 et les ménages ont dû tenter de combler un déficit de consommation. Pour surmonter les difficultés d'accès à la nourriture, les ménages ont recours à diverses stratégies:

- La vente du bétail pour acheter de la nourriture a été déterminante pour permettre à nombre de ménages de couvrir leurs besoins de consommation pendant la longue sécheresse. En conséquence, beaucoup se sont départis de tous leurs animaux et devront peut-être trouver d'autres sources de revenu pendant l'année qui vient. Autre inconvénient nutritionnel de ces ventes, les enfants sont privés de lait et de beurre.
- Nombre de ménages empruntent aussi à leurs amis et parents pour couvrir leurs besoins de consommation et leur degré d'endettement augmente, surtout dans les groupes à revenu moyen. Ce fardeau de la dette de plus en plus lourd handicape les ménages qui doivent consacrer leurs ressources à rembourser leur dette au lieu d'améliorer leurs conditions de vie.
- Prestation de services de main-d'œuvre surtout dans les grands centres. Les hommes cherchent à se faire engager à la journée comme maçons dans l'industrie du bâtiment et les femmes cherchent du travail comme employées de maison. Cependant, en dehors des grandes villes, ces possibilités d'emploi rémunéré sont limitées: ce type de revenu n'est donc pas garanti.
- Vente d'eau, de bois de feu, de charbon de bois, de nattes en palmier doum et d'autres objets artisanaux. La dégradation de l'environnement a réduit la disponibilité de ces ressources et les ménages y ont moins recours.

- Cueillette de fruits sauvages – fruits des cactus et figues sauvages, par exemple. Cela ne semble pas avoir été une stratégie très suivie pendant la présente sécheresse, peut-être à cause de la moindre disponibilité de ces produits alimentaires.
- Consommation de produits moins appréciés. De nombreux ménages ont renoncé à utiliser les graines de teff qu'ils préfèrent pour préparer l'*injera* et utilisent davantage de sorgho, moins coûteux. L'approvisionnement en teff importé en grande partie d'Éthiopie avant le début du conflit frontalier, s'épuise et, par conséquent, les prix augmentent.
- Envois de fonds de parents travaillant à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Certaines indications laissant à penser que les envois de fonds aux ménages ruraux sont en baisse, de nouvelles études sur la manière dont ils évoluent se justifiaient.
- Des familles d'exploitants ont consommé leurs réserves de semences et vendu leurs outils agricoles pour faire face à leurs besoins de nourriture. Étant donné le degré de pauvreté, le remplacement des outils sera un problème et la perte des semences et des outils va avoir un effet catastrophique sur la future production de ces ménages.
- Réduction du nombre de repas. Nombre de ménages en situation d'insécurité alimentaire ont ramené de deux à un le nombre de leurs repas, et dans des cas extrêmes, il leur arrive même de sauter des repas, bien que cela soit rare parce qu'il y a toujours un peu d'aide alimentaire disponible.
- Activités génératrices de revenus – microentreprises, apiculture, aviculture: le gouvernement cible les activités de ce genre sur les femmes chefs de famille. Elles peuvent consommer leurs produits ou les vendre pour dégager des revenus.
- Recours à l'aide alimentaire.

6.5. Aide alimentaire d'urgence

Entre janvier et novembre 2003, l'Érythrée a reçu 376 000 tonnes d'aide alimentaire d'urgence (dont 60 000 tonnes destinées à la monétisation): 35 pour cent sont passés par l'intermédiaire du PAM. Le Gouvernement complète les distributions d'aide alimentaire en puisant dans ses propres ressources par l'intermédiaire de son organe de contrepartie, l'ERREC (Commission érythréenne des secours et des réfugiés) qui gère et distribue également l'aide alimentaire extérieure.

Cependant, en 2003, faute de ressources adéquates, les distributions générales d'aide alimentaire du PAM n'ont couvert que 70 pour cent de la population visée ayant eu de mauvaises récoltes et moins de 40 pour cent des victimes de la sécheresse et de la guerre, qui doivent bénéficier des activités de relèvement. Du fait de ces contraintes en matière de ressources, le PAM a repoussé le lancement de projets destinés à satisfaire les besoins de 900 000 victimes de mauvaises récoltes et de la sécheresse et de près de 600 000 victimes de la guerre et de la sécheresse de mai à juillet 2003. Dans la plupart des secteurs, la faiblesse des ressources pour les activités d'urgence est liée à la détérioration de la situation humanitaire, mise en évidence par l'aggravation de la malnutrition au début de 2003.

En 2004, environ 1,39 million de victimes de la guerre et de la sécheresse auront besoin d'une aide alimentaire, comme le montre le tableau ci-dessous. Dans les régions gravement touchées par la sécheresse, les analyses portant sur la qualité de la campagne montrent que la quantité et la répartition dans le temps des précipitations ont été médiocres et insuffisantes pour permettre la croissance des cultures: les récoltes ont donc été mauvaises et/ou les rendements ont été faibles. Dans les régions modérément touchées par la sécheresse, les précipitations ont été quelque peu inférieures à la normale mais les ravageurs et les catastrophes naturelles (chutes de grêle) ont causé une baisse sensible des rendements. Dans les zones arides, les ménages assez fortement tributaires de l'élevage de cette catégorie ont aussi été indirectement touchés par l'insuffisance des pluies et la mauvaise qualité des pâturages des hauts plateaux – qui servent de parcours pendant la saison sèche – et ils ont perdu du bétail. Les ménages gravement touchés par la guerre et la sécheresse – personnes déplacées à l'intérieur du pays, personnes de retour, personnes expulsées, réfugiés de retour dans le pays et réfugiés – auront besoin d'une aide pendant toute l'année 2004. Les ménages modérément touchés par la sécheresse devront recevoir une aide jusqu'en juin 2004.

Tableau 9. Estimation de la population vulnérable

Catégorie	Nombre de personnes
Gravement touchée par la sécheresse	859 192
Modérément touchée par la sécheresse	335 775
Total partiel - personnes touchées par la sécheresse	1 194 967
Personnes touchées par la guerre - Personnes déplacées à l'intérieur du pays	69 200
Personnes de retour	84 000
Personnes expulsées	1 000
Total partiel - personnes touchées par la guerre	154 200
Total sécheresse + guerre	
Réfugiés de retour	35 000
Réfugiés en Érythrée	4 000
Total partiel - réfugiés	39 000
TOTAL	1 388 167

Populations urbaines vulnérables. Selon les estimations du gouvernement, 500 000 personnes vivant en milieu urbain sont vulnérables. Une partie d'entre elles, notamment les ménages pauvres dirigés par une femme ou une personne âgée, auront besoin d'un appui concernant leurs moyens de subsistance et de recevoir une aide alimentaire en 2004. Des évaluations interinstitutions de la vulnérabilité en milieu urbain sont prévues pour l'année qui vient afin d'identifier les besoins. Si une aide alimentaire est nécessaire, l'évaluation devra indiquer les critères de ciblage et les modalités appropriées de distribution; elle devra aussi donner des indications concernant les critères d'arrêt de l'aide à ces ménages. Les interventions alimentaires en faveur de ce groupe devront se combiner avec des programmes appuyant les actions de soutien des activités génératrices de revenu destinées à relever la productivité et accroître le revenu des ménages afin d'éviter qu'ils ne deviennent tributaires de l'aide alimentaire.

Compte tenu du degré relativement élevé de la malnutrition, il importe de mettre en place un filet de sécurité pour les groupes les plus vulnérables de la population – en lançant des programmes d'alimentation d'appoint, d'alimentation scolaire, et vivres-contre-travail. En outre, il est nécessaire de renforcer la prévention de la malnutrition infantile et maternelle, en plus des actions de reprise. Les programmes d'alimentation d'appoint, par exemple, pourraient être complétés par d'autres interventions concernant la nutrition: éducation, vaccination et diversification du régime alimentaire. Les possibilités de partenariats interinstitutions dans ces domaines sont à encourager.

Les besoins estimatifs d'aide alimentaire s'établissent à 219 651 tonnes, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 10. Besoins d'aide alimentaire d'urgence, 2004

	Personnes touchées par la guerre	Réfugiés	Personnes gravement touchées par la sécheresse	Personnes modérément touchées par la sécheresse	Total
Nombre de personnes	154 200	39 000	859 192	335 775	1 388 167
Total (tonnes)	27 756	7 020	154 655	30 220	219 651

*Sur la base d'une ration de 180 kg par personne et par an pour les groupes touchés par la guerre, les réfugiés et les personnes gravement touchées par la sécheresse et d'une ration de 90 kg par personne et par an pour les personnes modérément touchées par la sécheresse.

Les besoins en aliments d'appoint pour quelque 15 000 femmes enceintes et femmes allaitantes et pour l'alimentation thérapeutique de 1 200 enfants, inclus dans les bénéficiaires énumérés ci-dessus, sont estimés à 1 765 tonnes.

6.6 Aide d'urgence prévue par le PAM en 2004

Si les ressources nécessaires sont débloquées, le PAM envisage de fournir une aide alimentaire d'urgence aux 600 000 victimes des mauvaises récoltes et de la sécheresse représentant, en distributions générales, aliments d'appoint et thérapeutiques, un total de 112 162 tonnes. De plus, le PAM viendra en aide à 503 400 victimes de la guerre et de la sécheresse en leur fournissant 86 640 tonnes d'aide alimentaire, comme le montre le tableau ci-dessous. Dans ce dernier cas, le PAM prévoit d'améliorer la sécurité alimentaire et l'état nutritionnel des populations concernées et d'accroître l'accès des communautés visées aux actifs matériels (par l'intermédiaire de programmes vivres-contre-travail), aux connaissances et aux compétences. Les résultats des enquêtes sur la nutrition prévues pour la fin de l'année seront utilisés pour affiner le ciblage de l'aide, le cas échéant.

Tableau 11. Projets prévus par le PAM en 2004

Projet	Groupes cibles	Bénéficiaires en 2004	Besoins en tonnes 2004 (tonnes)
Aide d'urgence aux populations rurales touchées par la sécheresse en situation de déficit vivrier	Victimes de mauvaises récoltes et de la sécheresse	600 000	112 162
Aide alimentaire aux personnes touchées par la guerre et la sécheresse	Personnes déplacées à l'intérieur du pays, personnes de retour, personnes expulsées, victimes de la sécheresse	503 400	86 640
Total		1 103 400	198 802

6.7 Logistique

Toutes les importations d'aide alimentaire transitent par le port de Massawa. Au cours de l'année dernière, des investissements du PAM dans les installations ont amélioré les capacités de déchargement: il est maintenant possible de décharger deux bateaux en même temps. Cela a permis une diminution des dépenses de surestaries et une plus grande efficacité des opérations portuaires. L'aide alimentaire est réceptionnée au port par l'ERREC qui se charge de son dédouanement et de son transport jusqu'aux entrepôts intermédiaires d'Asmara, Dekhemhare, Mendefera et Keren. L'année prochaine, les hausses du prix du carburant (21 pour cent) et de l'essence (100 pour cent) imposées à la fin de 2003 entraîneront une augmentation du coût du transport de l'aide alimentaire jusqu'aux bénéficiaires.

7. Orientations générales à moyen et à long termes

a. Adoption de meilleures pratiques culturelles, notamment:

- *Semences améliorées et variétés mieux adaptées.* Le Gouvernement érythréen a adopté une politique semencière en 2002, mais elle peut être améliorée à la lumière des expériences menées ailleurs. Partout en Afrique, par exemple, il existe des variétés de céréales, de légumineuses et d'oléagineux adaptées à une pluviométrie irrégulière; il serait possible de les adopter et de les essayer en Érythrée pendant que se poursuivent les efforts locaux de sélection végétale.
- *Amélioration des techniques de récupération de l'eau.* Les techniques de récupération de l'eau sont mal développées en Érythrée. Des trous de plantation améliorés, semblables aux *zai* qui existent au Burkina Faso, des microbassins, comme on en trouve au Mali, et d'autres stratégies appropriées pourraient être adoptés et essayés en Érythrée. Il faut noter que ces techniques sont à forte intensité de main-d'œuvre.
- *Irrigation par eaux souterraines.* Il faut réaliser une étude pour déterminer le régime des nappes phréatiques en Érythrée et l'utilisation appropriée des eaux souterraines pour l'irrigation dans les diverses régions du pays s'y prêtant.
- *Agriculture de conservation.* La FAO, en collaboration avec le Ministère de l'agriculture, a déjà mis en place un nombre de parcelles de démonstration. Les avantages de ces techniques devraient être évidents dans deux ou trois ans. Il est indispensable que le programme se poursuive pendant plusieurs années et que l'on utilise au maximum des journées de travail des agriculteurs et les

autres techniques de vulgarisation pour appliquer l'agriculture de conservation sur une échelle aussi vaste que possible. Il faut cependant reconnaître que cette forme de culture fait appel au recyclage des résidus des récoltes qui sont habituellement consommés par le bétail et qu'il faut donc introduire des systèmes de contrôle du bétail en même temps que les techniques de cette agriculture.

- *Enclos.* Le Ministère de l'agriculture, en collaboration avec les collectivités locales, a commencé à ériger des enclos sur les collines pour permettre la régénération des parcours surpâturés. La croissance des graminées et des arbustes fourragers capables de nourrir les animaux pendant les années difficiles a été impressionnante. Cette pratique doit être renforcée.
- *Utilisation d'engrais.* L'utilisation courante des engrais et une meilleure disponibilité de l'eau (irrigation ou eau récupérée) peuvent être un élément important de l'amélioration des rendements.
- *Renforcement des services de vulgarisation.* Il faut améliorer les services de vulgarisation afin d'établir de meilleures pratiques agricoles, y compris dans les assolements et dans la conduite de l'élevage.

b. Accès à la terre et régime foncier

Des politiques et programmes appropriés doivent être adoptés pour améliorer l'accès de la population à la terre et la sécurité d'occupation connexe afin d'encourager les communautés agricoles à investir dans des améliorations à long terme, notamment dans la conservation des sols et de l'eau et une conduite améliorée de l'élevage.

c. Dans le secteur de l'élevage, les mesures ci-après sont recommandées:

- Bonne conduite de l'élevage, notamment en améliorant l'apport en eau, en aliments et en fourrage et en renforçant les services vétérinaires grâce à une plus grande participation du secteur privé, là où cela sera possible.
- Amélioration des parcours par l'ensemencement aérien en espèces de légumineuses appropriées, en se fondant sur l'expérience acquise dans les pays voisins.

d. Finances rurales et commercialisation

Il faudra créer des réseaux de financement rural et de commercialisation grâce à des mesures appropriées portant par exemple sur l'amélioration des communications concernant les déplacements des marchandises et des personnes, l'expansion des services de télécommunications, le développement institutionnel et la promotion active de la participation du secteur privé.

e. Ouverture de marchés régionaux

Les pays de la région étant les partenaires commerciaux traditionnels de l'Érythrée, la réouverture de ces marchés – passant par le règlement des différends frontaliers – serait bénéfique aux échanges, y compris au commerce du bétail.

f. Éducation et santé

Il faut mettre l'accent sur l'éducation et la santé afin d'améliorer les capacités humaines qui sont la clé du développement économique et social. Lorsque les différends frontaliers auront été réglés, la démobilisation s'accompagnera d'une augmentation de la main-d'œuvre et contribuera à éliminer les pénuries dans ce domaine.

g. Gestion macroéconomique

Il faut s'efforcer davantage d'améliorer suffisamment les fondements macroéconomiques de l'économie: améliorer les réserves en devises, réduire la dette intérieure et extérieure, maîtriser l'inflation, garantir un taux de change approprié, etc.

Le présent rapport a été préparé par K.Q.Ahmad, James Breen et Evaline Diang'a, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'information le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Courriel: giews1@fao.org*

*Holdbrook Arthur
Directeur régional, ODK, PAM
Télécopie: 00256-78-260872
Courriel: Holdbrook.Arthur@wfp.org*

Veuillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO ([www.fao.org](http://www.fao.org/giews/)) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlerts-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlerts-L